



## 2CRSI

Société anonyme au capital de 1.080.000,00 euros  
Siège social : 32, rue Jacobi Netter, 67200 Strasbourg, France  
483 784 344 R.C.S. de Strasbourg

### NOTE D'OPÉRATION

#### Mise à la disposition du public à l'occasion

- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») des 8.500.000 actions ordinaires de la société 2CRSI S.A. ;
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France (l'« **Offre à Prix Ouvert** ») et d'un placement global auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (le « **Placement Global** » et, ensemble avec l'Offre à Prix Ouvert, l'« **Offre** »), d'actions ordinaires nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public, d'un montant d'environ 38 millions d'euros, prime d'émission incluse, soit un nombre maximum de 5.066.667 actions ordinaires nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix), et de leur admission aux négociations sur Euronext Paris ; et
- du placement d'un nombre maximum de 760.001 actions ordinaires nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, pouvant être augmenté d'un nombre maximum de 874.001 actions ordinaires nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix) et leur admission aux négociations sur Euronext Paris.

**Durée de l'Offre à Prix Ouvert : du 11 juin 2018 au 20 juin 2018 (inclus)**

**Durée du Placement Global : du 11 juin 2018 au 21 juin 2018 (inclus) à 13 heures (heure de Paris)**

**Fourchette indicative de prix applicable à l'Offre :**

**entre 7,50 euros et 10,00 euros par action**

Le prix de l'Offre pourra être fixé en-dessous de 7,50 euros par action (sans pour autant pouvoir conduire à une augmentation du nombre d'actions émises au-delà des maximums figurant ci-dessus).

En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix de l'Offre ou de fixation du prix au-dessus de 10,00 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert pourront être révoqués pendant au moins deux jours de bourse.



#### Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n°18-233 en date du 8 juin 2018 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document de base de la société 2CRSI S.A. (« **2CRSI** » ou la « **Société** »), enregistré par l'AMF le 28 mai 2018 sous le numéro I.18-044 (le « **Document de Base** »),
- de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** »), et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de 2CRSI, 32, rue Jacobi Netter, 67200 Strasbourg, France. Le Prospectus peut également être consulté sur le site internet de 2CRSI ([www.2crsi.fr](http://www.2crsi.fr)) et sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

*Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé*



*Chef de File et Teneur de Livre Associé*



## REMARQUES GÉNÉRALES

*La société 2CRSI S.A., société anonyme de droit français, au capital social de 1.080.000,00 euros, dont le siège social est sis 32, rue Jacobi Netter, 67200 Strasbourg, France, immatriculée sous le numéro d'identification 483 784 344 (RCS de Strasbourg), est dénommée la « **Société** » ou « **2CRSI** » dans le présent Prospectus.*

*Dans la Note d'Opération, l'expression le « **Groupe** » s'entend par la Société et ses filiales pour les informations financières présentées au titre des deux exercices clos au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2017.*

### **Informations financières**

*Afin de donner une information comptable permettant d'appréhender la situation financière du Groupe, le Prospectus comprend un jeu de comptes consolidés uniques de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017, préparés, pour les besoins du Prospectus, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.*

### **Informations prospectives**

*Le Prospectus contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaite », « pourrait », ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base est susceptible d'avoir un impact sur les activités, la situation et les résultats financiers du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs.*

*L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Le Groupe opère dans un environnement en évolution rapide. Il peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.*

### **Informations sur les marchés et la concurrence**

*Le Prospectus contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille des marchés. Outre les estimations réalisées par le Groupe, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations du Groupe proviennent d'études et statistiques d'organismes tiers (voir le Chapitre 23 « Informations provenant de tiers, déclaration d'experts et déclarations d'intérêts » du Document de Base) et d'organisations professionnelles ou encore de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients du Groupe. Certaines informations contenues dans le Prospectus sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. La Société ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations. Il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.*

***Facteurs de risques***

*Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques détaillés au Chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et au Chapitre 2 « Facteurs de risques » de la Note d'Opération avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur Euronext Paris. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du Prospectus, pourraient également avoir un effet défavorable.*

***Données chiffrées***

*Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.*

## SOMMAIRE

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS .....	5
1 PERSONNES RESPONSABLES .....	29
1.1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS .....	29
1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	29
1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	29
2 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES .....	30
2.1 LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ N'ONT JAMAIS ÉTÉ NÉGOCIÉES SUR UN MARCHÉ RÉGLÉMENTÉ ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHÉ. EN OUTRE, UN MARCHÉ LIQUIDE POURRAIT NE PAS SE DÉVELOPPER OU PERDURER.....	30
3 INFORMATIONS DE BASE.....	35
3.1 DÉCLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET CONSOLIDÉ .....	35
3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT.....	35
3.3 INTÉRÊTS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT À L'OFFRE.....	36
3.4 RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT .....	37
4 INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS .....	38
4.1 NATURE, CATÉGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION .....	38
4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS.....	39
4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS .....	39
4.4 DEVISE .....	39
4.5 DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS.....	40
4.6 AUTORISATIONS.....	42
4.7 DATE PRÉVUE D'ÉMISSION ET DE RÈGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS.....	45
4.8 RESTRICTIONS À LA LIBRE NÉGOCIABILITÉ DES ACTIONS .....	45
4.9 RÉGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIÈRE D'OFFRES PUBLIQUES .....	45
4.10 OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIÉES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS .....	46
4.11 RETENUE À LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES.....	46
4.12 RETENUE À LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSÉS À DES ACTIONNAIRES DONT LA RÉSIDENCE FISCALE EST SITUÉE HORS DE FRANCE.....	46
4.13 RETENUE À LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSÉS À DES ACTIONNAIRES DONT LA RÉSIDENCE FISCALE EST SITUÉE EN FRANCE .....	49
4.14 AUTRES ACTIONNAIRES .....	51
5 CONDITIONS DE L'OFFRE.....	52
5.1 CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET MODALITÉS DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION.....	52
5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIÈRES .....	58
5.3 FIXATION DU PRIX DES ACTIONS OFFERTES .....	61
5.4 PLACEMENT ET GARANTIE .....	65
6 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION .....	67
6.1 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS .....	67
6.2 PLACE DE COTATION.....	67
6.3 OFFRE CONCOMITANTE D'ACTIONS.....	67
6.4 CONTRAT DE LIQUIDITÉ.....	67
6.5 STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ .....	67
7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE .....	69
7.1 PERSONNES OU ENTITÉS SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ .....	69
7.2 NOMBRE ET CATÉGORIE DES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES PAR LES DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE .....	69
7.3 ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES .....	69
8 DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE.....	72
8.1 PRODUITS ET CHARGES RELATIFS À L'OFFRE DES ACTIONS OFFERTES .....	72
9 DILUTION .....	73
9.1 INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ ..	73
9.2 MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RÉSULTANT IMMÉDIATEMENT DE L'OFFRE.....	73
9.3 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	74
10 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES .....	77

10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE .....	77
10.2	AUTRES INFORMATIONS VÉRIFIÉES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	77
10.3	RAPPORT D'EXPERT .....	77
10.4	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE	77
11	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE.....	78

## RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n°18-233 en date du 8 juin 2018 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« Eléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Eléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Eléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Eléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Élément donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concernés. Dans ce cas, une description sommaire de l'Elément concerné figure dans le résumé avec la mention « sans objet ».

### Section A – Introduction et avertissements

<b>A.1</b>	<b>Avertissement au lecteur</b>	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
<b>A.2</b>	<b>Consentement de la Société</b>	Sans objet.

### Section B – Société

<b>B.1</b>	<b>Dénomination sociale et nom commercial</b>	<p>Dénomination sociale : 2CRSI S.A. (« <b>2CRSI</b> » ou la « <b>Société</b> » et, avec l'ensemble de ses filiales et participations, le « <b>Groupe</b> »).</p> <p>Nom commercial : 2CRSI.</p>
<b>B.2</b>	<b>Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Siège social : 32, rue Jacobi Netter, 67200 Strasbourg, France.</li><li>- Forme juridique : société anonyme à conseil d'administration.</li><li>- Droit applicable : droit français.</li><li>- Pays d'origine : France.</li></ul>

B.3	<p><b>Nature des opérations et principales activités</b></p>	<p>2CRSI est une société créée en 2005 par deux frères, Michel et Alain Wilmouth. Initialement société de conseils et de conception de solutions informatiques innovantes, 2CRSI est aujourd'hui un constructeur reconnu de serveurs informatiques. Ses produits, conçus et industrialisés en France et aux Etats-Unis, sont utilisés dans le monde entier pour le stockage des données, le <i>cloud computing</i>, la <i>virtualization</i>, le <i>big data</i>, la CCTV, le broadcast, le HPC, l'internet des objets, le <i>cloud gaming</i>, le rendu 3D, le <i>deep learning</i> et l'intelligence artificielle.</p> <p>Le Groupe est constitué de deux sociétés en France, 2CRSI et sa filiale ADIMES SARL, ainsi que deux filiales à l'étranger, 2CRSI Corporation, qui gère les opérations aux Etats-Unis et 2CRSI Ltd. qui détient 80 % de Tranquil PC Limited et qui gère les opérations au Royaume-Uni. Le Groupe a créé une filiale à Dubaï (dont l'immatriculation est en cours), 2CRSI Middle East FZE en 2018.</p> <p>Le succès du Groupe repose sur son fort historique de recherche et développement et sur son savoir-faire en mécanique, électronique, thermodynamique et génie logiciel, qui lui permettent de développer ses propres produits et technologies en les combinant avec des composants déjà existants sur le marché. De ses origines de société de conseil et de conception de solutions informatiques, 2CRSI a conservé l'agilité et la capacité à revisiter les technologies existantes et proposer des solutions disruptives, tant au niveau du <i>computing</i> que de la consommation énergétique.</p> <p>2CRSI conçoit, développe et fabrique des produits en France, plus particulièrement ceux à base de mécanique et d'électronique spécifiques. S'y ajoutent l'offre de services et les solutions logicielles, pour répondre aux besoins spécifiques de tous types de clients et utilisateurs : data centres, éditeurs de logiciels, instituts de recherche et de sciences, universités américaines, industries stratégiques (exploration pétrolière et gazière, aéronautique, défense, télécoms et internet, finance, santé, cinéma, etc.), et plus récemment acteurs de la <i>blockchain</i>, etc.</p> <p>Le Groupe estime que ses produits offrent de meilleures performances, des coûts d'exploitation plus faibles et donc un retour sur investissement plus rapide pour ses clients, grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une consommation d'énergie fortement réduite ;</li> <li>• un couple densité/encombrement adapté au coût de l'espace pour l'utilisation du produit ;</li> <li>• la diminution du nombre de certains composants (ventilateurs, <i>switches</i>) et la simplification du câblage ;</li> <li>• l'utilisation d'équipements redondants pour limiter les conséquences d'une panne ;</li> <li>• une intégration facilitée dans les infrastructures des utilisateurs ;</li> <li>• des opérations de maintenance simplifiées ; et</li> <li>• le recours à des composants <i>off the shelf</i> (COTS).</li> </ul> <p>La Société présente un historique de croissance ininterrompue depuis sa création en 2005.</p> <p>La Société a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires consolidé de 30,5 millions d'euros, en croissance de 169 % par rapport à 2016.</p> <p>Au premier trimestre 2018, la Société a réalisé un chiffre d'affaires de 8,9 millions d'euros, en croissance de 232 % par rapport au premier trimestre 2017.</p>
-----	--	---

B.4a	<p><b>Principales tendances récentes ayant des répercussions sur la Société et ses secteurs d'activité</b></p>	<p><b>Perspectives d'avenir et objectifs</b></p> <p>Les objectifs et tendances présentés ci-dessous sont fondés sur des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent Prospectus.</p> <p>Ces perspectives d'avenir et ces objectifs, qui résultent des orientations stratégiques du Groupe, ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfice du Groupe. Les hypothèses qui sous-tendent les estimations présentées ci-dessous et ces estimations elles-mêmes sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en fonction notamment de l'évolution de l'environnement réglementaire, économique, financier, concurrentiel, comptable ou fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent Prospectus.</p> <p>En outre, la matérialisation d'un ou plusieurs risques décrits à l'Elément D.1 ci-dessous pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les objectifs présentés ci-dessous.</p> <p>Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose le succès de la stratégie du Groupe. Le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs présentés ci-dessous.</p> <p><b>Objectifs du Groupe</b></p> <p>La Société a pour ambition de devenir un acteur reconnu sur le marché mondial des serveurs et entend poursuivre sa dynamique de croissance au cours des prochains exercices. La Société considère également que les marchés sur lesquels elle est présente sont en pleine mutation, qu'une redistribution mondiale des parts de marchés est en cours et qu'il existe ainsi des opportunités de croissance significative pour les acteurs proposant des solutions innovantes répondant aux nouvelles attentes des clients. Pour tirer profit de cette évolution sectorielle, la Société entend s'appuyer sur ses avantages concurrentiels et mettre en place une stratégie visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuivre ses efforts d'innovation pour offrir les solutions à la pointe de la technologie ;</li> <li>• étendre le champ d'intervention de la Société sur la chaîne de valeur afin de capturer davantage de valeur ajoutée en (i) sécurisant en amont les capacités de production via des alliances stratégiques ou des prises de participations, (ii) en développant les revenus liés à la prestation de services (iii) en élargissant son offre globale de produits et de services de façon à se positionner comme un prestataire capable de livrer clés en main des data centers de nouvelle génération ;</li> <li>• procéder à des acquisitions sélectives permettant de renforcer l'expertise industrielle et technologique de la Société ; et</li> <li>• poursuivre son expansion à l'international afin notamment d'accompagner les clients du Groupe sur leurs nouvelles implantations géographiques.</li> </ul> <p><b>Objectifs de chiffre d'affaires</b></p> <p>Sur la base de la stratégie définie et de la dynamique commerciale anticipée, la Société a pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires consolidé d'environ 200 millions d'euros à horizon 2020, hors acquisitions majeures et à taux de change constant.</p>
------	--	--



		<p>La Société entend poursuivre la diversification de son portefeuille de clients. D'autre part, les ouvertures pays en cours et à venir ainsi que l'accompagnement prévu de certains clients dans leur expansion géographique devraient permettre à la Société de renforcer significativement la part des ventes à l'international à horizon 2020.</p> <p>La croissance de l'activité du Groupe repose en grande partie sur la commercialisation de solutions issues de ses innovations à l'image de la solution modulaire de serveurs de lames (OpenBlade) ou encore de la solution multiserveurs livrés en baies complètes (Octopus 1.4). La Société a connu un démarrage très rapide de la commercialisation de ces deux solutions et anticipe une continuité dans l'adoption de ses technologies par les clients au cours des prochains exercices.</p> <p><b>Objectif de taux de marge d'EBITDA</b></p> <p>La Société a également pour objectif de générer un niveau de taux de marge d'EBITDA minimum de 10 % du chiffre d'affaires 2020. Cette amélioration de la rentabilité opérationnelle s'appuie principalement sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un pouvoir de négociation des prix de vente renforcé par les succès commerciaux et la démonstration des avantages des solutions développées par la Société ;</li> <li>• une amélioration de la marge brute par un effet volume sur les achats lui permettant de négocier des conditions plus favorables auprès de ses fournisseurs ; et</li> <li>• une évolution maîtrisée du dispositif industriel et humain pour supporter la croissance.</li> </ul>
<b>B.5</b>	<b>Groupe auquel la Société appartient</b>	<p>L'organigramme ci-dessus présente l'organisation juridique du Groupe à la date du Prospectus.</p> <pre> graph TD     AudaciaSAS[Audacia SAS] -- "0,00011%*" --&gt; 2CRSISA[2CRSI SA]     AudaciaISF[Audacia ISF Croissance SA] -- "13,26%**" --&gt; 2CRSISA     AmundiPME[Amundi PME ISF 2017 SA] -- "15,91%**" --&gt; 2CRSISA     HoldingAlain[Holding Alain Wilmouth SARL] -- "56,94%*" --&gt; 2CRSISA     AlainWilmouth[Alain Wilmouth] -- "6,81%*" --&gt; 2CRSISA     MichelWilmouth[Michel Wilmouth] -- "7,08%*" --&gt; 2CRSISA     2CRSISA -- "100%*" --&gt; ADIMES[ADIMES SARL]     2CRSISA -- "100%*" --&gt; 2CRSICorp[2CRSI Corporation]     2CRSISA -- "100%*" --&gt; 2CRSIMiddle[2CRSI Middle East FZE***]     2CRSISA -- "100%*" --&gt; 2CRSILtd[2CRSI Ltd]     2CRSILtd -- "80%*" --&gt; TranquilPC[Tranquil PC Limited]   </pre> <p>* pourcentage en capital et en droit de vote.  ** actions de préférence ADP 2017  *** en cours de création</p>

B.6

Principaux actionnaires

A la date du Prospectus, le capital de la Société s'élève à 1.080.000,00 euros, divisé en 12.000.000 actions de 0,09 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées par les actionnaires et réparties de la façon suivante :

- 8.500.000 actions ordinaires de 0,09 euro de valeur nominale ; et
- 3.500.000 actions de préférence dites « ADP 2017 » de 0,09 euro de valeur nominale.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 a décidé de la réduction de la valeur nominale des actions ordinaires et des ADP 2017 de la Société donnant droit à chacun des actionnaires à 10 actions d'une valeur nominale de 0,09 euro contre une action d'une valeur nominale de 0,90 euro. Cette opération a un effet neutre sur le capital social de la Société qui reste inchangé.

La répartition de l'actionnariat de la Société à la date du Prospectus est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Catégorie d'actions	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)</sup>	6.833.320	56,94 % <sup>(2)</sup>	actions ordinaires	6.833.320	56,94 %
Amundi PME ISF 2017 (géré par Audacia)	1.909.100	15,91 %	actions de préférence ADP 2017	1.909.100	15,91 %
Audacia ISF Croissance (géré par Audacia)	1.590.900	13,26 %	actions de préférence ADP 2017	1.590.900	13,26 %
Michel Wilmouth	850.000	7,08 %	actions ordinaires	850.000	7,08 %
Alain Wilmouth	816.670	6,81 %	actions ordinaires	816.670	6,81 %
Audacia	10 <sup>(3)</sup>	0,0001 %	actions ordinaires	10	0,0001 %

(1)

Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

(2)

Ne tient pas compte de l'option de rachat sur les ADP 2017 dont dispose la Holding Alain Wilmouth à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 mars 2023. Les tableaux de répartition du capital post Offre figurant au E.6 présentent cette répartition en assimilant ces ADP 2017 aux actions ordinaires détenues par la Holding Alain Wilmouth conformément dispositions du 4<sup>e</sup> du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce.

(3)

Dix (10) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'action conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

A la date du présent Prospectus, la Société est contrôlée par Holding Alain Wilmouth.

A la date du présent Prospectus, il n'existe pas d'accord (dont des pactes d'actionnaires) dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la Société.

A la date du présent Prospectus, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, étant précisé que l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 a décidé d'instituer un droit de vote double, à compter du et sous la condition suspensive du règlement-livraison de l'émission des actions ordinaires de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, attaché à toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire. Ainsi, toutes les actions inscrites au nominatif depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, bénéficieront d'un droit de vote double à compter du règlement-livraison de l'émission des actions ordinaires de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

B.7	Informations financières historiques clés sélectionnées	<p><b>Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>(En milliers d'euros)</th><th>2017</th><th>2016</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Chiffre d'affaires</td><td>30.558</td><td>11.377</td></tr> <tr><td>Autres produits opérationnels courants</td><td>875</td><td>250</td></tr> <tr><td>Produits des activités ordinaires</td><td>31.433</td><td>11.626</td></tr> <tr><td>Résultat opérationnel courant</td><td>1.687</td><td>331</td></tr> <tr><td>Résultat opérationnel</td><td>1.687</td><td>331</td></tr> <tr><td>Résultat financier</td><td>(432)</td><td>(107)</td></tr> <tr><td>Résultat avant impôt</td><td>1.255</td><td>224</td></tr> <tr><td>Résultat net consolidé</td><td>643</td><td>279</td></tr> <tr><td>Résultat net part du Groupe</td><td>643</td><td>279</td></tr> <tr><td>Résultat de base par action</td><td>0,76</td><td>0,33</td></tr> </tbody> </table> <p><b>Informations financières trimestrielles sélectionnées du compte de résultat de la Société</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>(En milliers d'euros)</th><th>31 mars 2018</th><th>31 mars 2017</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Chiffre d'affaires</td><td>8.914</td><td>2.685</td></tr> </tbody> </table> <p><b>Indicateurs de performance</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>(En milliers d'euros)</th><th>2017</th><th>2016</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td><b>Résultat opérationnel</b></td><td><b>1.687</b></td><td><b>331</b></td></tr> <tr><td>Dotations nettes amortissements et provisions</td><td>548</td><td>427</td></tr> <tr><td>Autres produits et charges non courantes</td><td>0</td><td>0</td></tr> <tr><td><b>EBITDA</b></td><td><b>2.235</b></td><td><b>757</b></td></tr> <tr><td>Taux de marge d'EBITDA</td><td>7,3 %</td><td>6,7 %</td></tr> </tbody> </table> <p>L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et provisions et les autres charges et produits opérationnels non courants. Ces charges et produits opérationnels non courants comprennent notamment les dépréciations d'actifs incorporels, les résultats de cession d'actifs immobilisés, les coûts de restructuration, les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs et les honoraires relatifs au projet d'introduction en bourse.</p> <p>Le taux de marge d'EBITDA correspond au ratio EBITDA / chiffre d'affaires.</p>	(En milliers d'euros)	2017	2016	Chiffre d'affaires	30.558	11.377	Autres produits opérationnels courants	875	250	Produits des activités ordinaires	31.433	11.626	Résultat opérationnel courant	1.687	331	Résultat opérationnel	1.687	331	Résultat financier	(432)	(107)	Résultat avant impôt	1.255	224	Résultat net consolidé	643	279	Résultat net part du Groupe	643	279	Résultat de base par action	0,76	0,33	(En milliers d'euros)	31 mars 2018	31 mars 2017	Chiffre d'affaires	8.914	2.685	(En milliers d'euros)	2017	2016	<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1.687</b>	<b>331</b>	Dotations nettes amortissements et provisions	548	427	Autres produits et charges non courantes	0	0	<b>EBITDA</b>	<b>2.235</b>	<b>757</b>	Taux de marge d'EBITDA	7,3 %	6,7 %
(En milliers d'euros)	2017	2016																																																									
Chiffre d'affaires	30.558	11.377																																																									
Autres produits opérationnels courants	875	250																																																									
Produits des activités ordinaires	31.433	11.626																																																									
Résultat opérationnel courant	1.687	331																																																									
Résultat opérationnel	1.687	331																																																									
Résultat financier	(432)	(107)																																																									
Résultat avant impôt	1.255	224																																																									
Résultat net consolidé	643	279																																																									
Résultat net part du Groupe	643	279																																																									
Résultat de base par action	0,76	0,33																																																									
(En milliers d'euros)	31 mars 2018	31 mars 2017																																																									
Chiffre d'affaires	8.914	2.685																																																									
(En milliers d'euros)	2017	2016																																																									
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1.687</b>	<b>331</b>																																																									
Dotations nettes amortissements et provisions	548	427																																																									
Autres produits et charges non courantes	0	0																																																									
<b>EBITDA</b>	<b>2.235</b>	<b>757</b>																																																									
Taux de marge d'EBITDA	7,3 %	6,7 %																																																									

		<p><b>Informations financières sélectionnées du bilan consolidé</b></p> <table> <tr> <th><i>(En milliers d'euros)</i></th><th><b>2017</b></th><th><b>2016</b></th></tr> <tr> <td><b>ACTIF</b></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Total actifs non courants</td><td>11.950</td><td>2.939</td></tr> <tr> <td>dont créance financière</td><td>8.606</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Total actifs courants</td><td>24.096</td><td>5.081</td></tr> <tr> <td>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</td><td>3.679</td><td>454</td></tr> <tr> <td>dont stocks</td><td>8.609</td><td>2.078</td></tr> <tr> <td><b>Total Actif</b></td><td><b>36.046</b></td><td><b>8.020</b></td></tr> <tr> <td><b>PASSIF</b></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Total des capitaux propres</td><td>1.356</td><td>688</td></tr> <tr> <td>Passifs non courants</td><td>15.288</td><td>2.762</td></tr> <tr> <td>dont emprunts et dettes financières</td><td>13.496</td><td>1.406</td></tr> <tr> <td>Passifs courants</td><td>19.402</td><td>4.569</td></tr> <tr> <td>dont dettes fournisseurs</td><td>7.391</td><td>1.702</td></tr> <tr> <td>dont dettes financières</td><td>6.187</td><td>1.599</td></tr> <tr> <td><b>Total Passif</b></td><td><b>36.046</b></td><td><b>8.020</b></td></tr> </table> <p><b>Informations financières sélectionnées des flux de trésorerie consolidés</b></p> <table> <tr> <th><i>(En milliers d'euros)</i></th><th><b>2017</b></th><th><b>2016</b></th></tr> <tr> <td>Trésorerie utilisée par les activités opérationnelles</td><td>(11.719)</td><td>(548)</td></tr> <tr> <td>Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement</td><td>(879)</td><td>(477)</td></tr> <tr> <td>Trésorerie générée par les opérations de financement</td><td>16.393</td><td>931</td></tr> <tr> <td>Variation globale de trésorerie</td><td>3.795</td><td>(94)</td></tr> </table>	<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>ACTIF</b>			Total actifs non courants	11.950	2.939	dont créance financière	8.606	-	Total actifs courants	24.096	5.081	dont trésorerie et équivalents de trésorerie	3.679	454	dont stocks	8.609	2.078	<b>Total Actif</b>	<b>36.046</b>	<b>8.020</b>	<b>PASSIF</b>			Total des capitaux propres	1.356	688	Passifs non courants	15.288	2.762	dont emprunts et dettes financières	13.496	1.406	Passifs courants	19.402	4.569	dont dettes fournisseurs	7.391	1.702	dont dettes financières	6.187	1.599	<b>Total Passif</b>	<b>36.046</b>	<b>8.020</b>	<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	Trésorerie utilisée par les activités opérationnelles	(11.719)	(548)	Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement	(879)	(477)	Trésorerie générée par les opérations de financement	16.393	931	Variation globale de trésorerie	3.795	(94)
<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>																																																															
<b>ACTIF</b>																																																																	
Total actifs non courants	11.950	2.939																																																															
dont créance financière	8.606	-																																																															
Total actifs courants	24.096	5.081																																																															
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	3.679	454																																																															
dont stocks	8.609	2.078																																																															
<b>Total Actif</b>	<b>36.046</b>	<b>8.020</b>																																																															
<b>PASSIF</b>																																																																	
Total des capitaux propres	1.356	688																																																															
Passifs non courants	15.288	2.762																																																															
dont emprunts et dettes financières	13.496	1.406																																																															
Passifs courants	19.402	4.569																																																															
dont dettes fournisseurs	7.391	1.702																																																															
dont dettes financières	6.187	1.599																																																															
<b>Total Passif</b>	<b>36.046</b>	<b>8.020</b>																																																															
<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>																																																															
Trésorerie utilisée par les activités opérationnelles	(11.719)	(548)																																																															
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement	(879)	(477)																																																															
Trésorerie générée par les opérations de financement	16.393	931																																																															
Variation globale de trésorerie	3.795	(94)																																																															
<b>B.8</b>	<b>Informations financières pro forma clés sélectionnées</b>	Sans objet.																																																															
<b>B.9</b>	<b>Prévisions ou estimations de bénéfice</b>	<p><b>Prévisions pour l'exercice clos le 31 décembre 2018</b></p> <p>Les prévisions présentées ci-dessous sont fondées sur des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent Prospectus.</p> <p>Les hypothèses qui sous-tendent les prévisions présentées ci-dessous et ces prévisions elles-mêmes sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en fonction notamment de l'évolution de l'environnement réglementaire, économique, financier, concurrentiel, comptable ou fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent Prospectus.</p> <p>En outre, la matérialisation d'un ou plusieurs risques décrits à l'Elément D.1 ci-dessous pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les prévisions présentées ci-dessous.</p> <p>Par ailleurs, la réalisation de ces prévisions suppose le succès de la stratégie du Groupe. Le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des prévisions présentées ci-dessous.</p>																																																															

		<p><b>Prévisions de chiffre d'affaires</b></p> <p>Sur l'exercice 2018, la Société prévoit que le chiffre d'affaires pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 devrait s'établir à un minimum de 75 millions d'euros contre 31 millions d'euros sur l'exercice clos au 31 décembre 2017.</p> <p><b>Prévisions de taux de marge d'EBITDA</b></p> <p>Sur l'exercice 2018, la Société prévoit que la forte dynamique de croissance doit permettre de générer une appréciation de la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice. Ainsi, la Société prévoit de réaliser sur l'exercice clos au 31 décembre 2018 un niveau de taux de marge d'EBITDA minimum de 8 % contre 7,3 % sur l'exercice clos au 31 décembre 2017.</p>
<b>B.10</b>	<b>Réserves sur les informations financières historiques</b>	Sans objet.
<b>B.11</b>	<b>Fonds de roulement net</b>	La Société atteste que, de son point de vue à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, le fonds de roulement net consolidé avant augmentation de capital est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois.
<b>Section C – Valeurs mobilières</b>		
<b>C.1</b>	<b>Nature, catégorie et numéro d'identification des actions dont l'admission aux négociations est demandée</b>	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société, soit 8.500.000 actions ordinaires de 0,09 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (les « <b>Actions Existantes</b> ») ; et</li> <li>- un nombre maximum de 5.066.667 actions nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 760.001 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (tel que ce terme est défini au E.3 du présent résumé) (ensemble, les « <b>Actions Nouvelles</b> ») et pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 874.001 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini au E.3 du présent résumé) (les « <b>Actions Nouvelles Supplémentaires</b> »).</li> </ul> <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont définies ensemble comme les « <b>Actions Offertes</b> » et sont offertes dans le cadre de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après), et ensemble avec les Actions Existantes, les « <b>Actions</b> ».</p> <p>Les Actions Offertes sont toutes des actions ordinaires de la Société, de même valeur nominale et de même catégorie.</p> <p>Les ADP 2017 n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations.</p> <p><b>Date de jouissance :</b> les Actions Offertes seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p><b>Libellé pour les actions :</b> les négociations sous forme de promesses d'actions</p>

		<p>interviendront, du 22 juin au 25 juin 2018 (inclus) sous le libellé « 2CRSI Promesses ». A partir du 26 juin 2018, les négociations interviendront sous le libellé « 2SCRI ».</p> <p><b>Code ISIN</b> : FR0013341781</p> <p><b>Mnémonique</b> : 2CRSI</p> <p><b>Compartiment</b> : Compartiment C d'Euronext Paris</p> <p><b>Classification ICB</b> : 9572, Computer Hardware</p> <p><b>Code LEI</b> : 969500PMJR23G2GLP632</p>
<b>C.2</b>	<b>Devise</b>	Euro.
<b>C.3</b>	<b>Nombre d'actions émises / Valeur nominale des actions</b>	<p>Dans le cadre de l'Offre, il sera procédé à l'émission d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix), dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 760.001 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 874.001 Actions Nouvelles Supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (se reporter au E.3 du présent résumé).</p> <p>La valeur nominale par action ordinaire est égale à 0,09 euro à la date du Prospectus.</p>
<b>C.4</b>	<b>Droits attachés aux actions</b>	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de son introduction en bourse, les principaux droits attachés aux actions de la Société sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- droit à dividendes et droit de participation aux bénéfices de la Société (étant précisé que la Société n'a pas l'intention de distribuer de dividende à court terme) ;</li> <li>- droit de vote, étant précisé qu'un droit de vote double sera attribué à compter du et sous la condition suspensive du règlement-livraison de l'émission des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris à toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire. Ainsi, toutes les actions inscrites au nominatif depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, bénéficieront d'un droit de vote double à compter du règlement-livraison de l'émission des actions ordinaires de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;</li> <li>- droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ;</li> <li>- droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; et</li> <li>- droit d'information des actionnaires.</li> </ul>
<b>C.5</b>	<b>Restriction imposée à la libre négociabilité des actions</b>	Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

C.6	<b>Demande d'admission à la négociation</b>	<p>L'admission des Actions Existantes, des Actions Nouvelles et, le cas échéant, des Actions Nouvelles Supplémentaires, est demandée sur le marché réglementé d'Euronext Paris (Compartiment C).</p> <p>Les conditions de négociation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles seront fixées dans un avis d'Euronext Paris diffusé le 21 juin 2018 selon le calendrier indicatif.</p> <p>La première cotation des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 21 juin 2018, selon le calendrier indicatif.</p> <p>À compter du 22 juin 2018 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 25 juin 2018, selon le calendrier indicatif, les Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et les Actions Existantes seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « 2CRSI Promesses », et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.</p> <p>Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie et de Placement ne serait pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient annulées. Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie et de Placement serait résilié conformément à ses termes, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis à la date de règlement-livraison de l'Offre et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations seraient rétroactivement annulées qu'elles portent sur les Actions Existantes, les Actions Nouvelles ou les Actions Nouvelles Supplémentaires, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.</p> <p>À compter du 26 juin 2018, l'ensemble des actions ordinaires de la Société sera négocié sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI ». Les ADP 2017 ne seront pas admises aux négociations.</p> <p>Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.</p>
C.7	<b>Politique en matière de dividendes</b>	<p>A la date du présent Prospectus, à l'exception du versement du dividende prioritaire aux porteurs d'ADP 2017 d'un montant de 175 milliers d'euros, en date du 30 juin 2017, la Société n'a pas distribué de dividendes et de réserves depuis sa constitution.</p> <p>La Société n'a pas prévu d'initier une politique de distribution de dividendes à court terme.</p>
<b>Section D – Risques</b>		
D.1	<b>Principaux risques propres à la Société ou à son secteur d'activité</b>	<p>Les principaux facteurs de risques propres à la Société, au Groupe et à ses secteurs d'activités sont les suivants :</p> <p><b>Risques liés au secteur d'activité du Groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le marché des composants électroniques et informatiques essentiels connaît depuis plusieurs années des pénuries et des variations de prix importantes qui pourraient retarder les livraisons du Groupe et impacter ses marges et son besoin en fonds de roulement ;</li> <li>- Le Groupe est un acteur récent dans un marché très concurrentiel occupé par des acteurs solidement établis et de grande taille ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le développement du Groupe dépend de la croissance du marché de la construction des serveurs informatiques, qui pourrait se ralentir ;</li> <li>- Le secteur d'activité du Groupe est sujet à des variations saisonnières, avec des ventes plus importantes aux deuxième et quatrième trimestres, et tout évènement impactant négativement le marché durant ces périodes aura un effet d'autant plus important.</li> </ul> <p><b>Risques liés aux activités du Groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le développement du Groupe repose sur sa capacité à suivre la croissance de son marché, ce qui implique une augmentation de sa taille et de ses dépenses, sans garantie que cela puisse être effectué avec succès et en préservant ses marges ;</li> <li>- Le carnet de commande et les ventes futures du Groupe sont difficiles à anticiper au-delà du court terme et le Groupe pourrait ne pas maintenir la flexibilité opérationnelle nécessaire pour s'adapter à des fortes variations de commandes ;</li> <li>- Le Groupe doit constituer des stocks importants de composants, produits semi-finis et finis, qui sont donc sujet à un risque d'obsolescence ou de dommages physiques ;</li> <li>- Le Groupe consacre des ressources importantes à la recherche et au développement, sans qu'il puisse être garanti que ses efforts soient couronnés de succès ;</li> <li>- Le Groupe entend se développer à l'international, ce qui rend ses opérations plus complexes et l'expose à des risques nouveaux ;</li> <li>- Le Groupe vient d'acquérir la société anglaise Tranquil PC Limited, et pourrait faire d'autres acquisitions dans le futur, et ces acquisitions pourraient ne pas générer les bénéfices escomptés ;</li> <li>- Les produits du Groupe pourraient connaître des défauts ou des dysfonctionnements ;</li> <li>- Les systèmes d'information du Groupe pourraient tomber en panne ou être victimes de cyber attaques ;</li> <li>- Le personnel du Groupe pourrait subir de accidents du travail graves.</li> </ul> <p><b>Risques relatifs à la nature des fournisseurs, clients et autres partenaires du Groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Groupe est dépendant de certains clients, comme Blade, qui représentent une part importante de son chiffre d'affaires ;</li> <li>- Certains partenaires significatifs du Groupe, fournisseurs et ou clients, comme Intel, Nvidia ou OVH sont plus importants que le Groupe, et pourraient chercher à profiter de ce déséquilibre ;</li> <li>- Le Groupe bénéficie de certifications accordées par certains partenaires, comme Intel ou Nvidia, et pourrait perdre ces certifications ;</li> <li>- Le Groupe et ses sous-traitants doivent respecter de nombreuses normes, complexes et changeantes.</li> </ul> <p><b>Risques liés à l'organisation du Groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le développement futur du Groupe repose sur certains personnels-clés, dont son Président-Directeur Général et fondateur, Alain Wilmouth ;</li> <li>- Le Groupe a dû consentir deux nantissements sur le fonds de commerce de la Société au profit de banques prêteuses ;</li> </ul>
--	--	--



		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Groupe doit mettre à jour son ERP cet été et cela pourrait générer des dysfonctionnements dans ses opérations.</li> </ul> <p><b>Risques juridiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Groupe préfère protéger sa propriété intellectuelle et/ou industrielle via des règles et des accords de confidentialité plutôt que par des brevets, ce qui pourrait se montrer insuffisant ;</li> <li>- Le Groupe doit respecter certaines réglementations très spécifiques, comme celles relatives aux exportations de produits et technologies à usage à la fois civil et militaire, de restrictions d'exportations, d'embargos, douanières ainsi qu'en matière environnementale et de santé ;</li> <li>- Le Groupe pourrait se trouver impliqué dans des contentieux importants.</li> </ul> <p><b>Risques fiscaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'administration fiscale, au terme d'un contrôle, pourrait remettre en cause les montants perçus par le Groupe au titre du CIR, CII ou du CICE ;</li> <li>- Le Groupe va très bientôt ne plus bénéficier du régime fiscal favorable temporaire lié à son implantation en zone franche urbaine ;</li> <li>- D'une manière générale, le Groupe pourrait faire l'objet de redressements fiscaux.</li> </ul> <p><b>Risques financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La solution de financement mise en place par le Groupe pour Blade, son client le plus important, l'expose au risque d'insolvabilité de celui-ci ;</li> <li>- Le Groupe est exposé au risque de change, sur la livre sterling à la suite de l'acquisition de Tranquil PC Limited, et sur le dollar U.S. qui représente 89 % de ses achats de marchandises et de matières premières et 23 % de son chiffre d'affaires ;</li> <li>- Le Groupe pourrait émettre des titres de capital ou donnant accès au capital pour financer sa croissance future, ce qui pourrait entraîner une dilution des actionnaires actuels ;</li> <li>- Le Groupe doit verser tous les ans un dividende prioritaire aux porteurs d'ADP 2017 (175 milliers d'euros pour les exercices clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et potentiellement plus ensuite), ce qui diminue sa capacité à verser un dividende sur les actions ordinaires.</li> </ul>
<b>D.3</b>	<b>Principaux risques propres aux actions</b>	<p>Les principaux facteurs de risques liés aux actions de la Société figurent ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché réglementé et sont soumises aux fluctuations de marché ; en outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer ;</li> <li>- le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ;</li> <li>- la non-signature ou la résiliation du Contrat de Garantie et de Placement pourrait entraîner une annulation de l'Offre et, le cas échéant, des négociations de promesses d'actions, intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison ;</li> <li>- l'insuffisance des souscriptions pourrait entraîner la limitation de l'augmentation de capital (jusqu'à 75 % minimum du montant de l'émission initialement envisagée) voire l'annulation de l'Offre dans le cas où les ordres de souscription n'atteindraient pas ce minimum de 75 % du montant de l'émission initialement envisagée ; étant</li> </ul>

		<p>précisé qu'Alain Wilmouth s'est engagé à placer (directement ou via Holding Alain Wilmouth) un ordre de souscription en numéraire pour un montant total d'un million d'euros, représentant 2,6 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cession par les principaux actionnaires d'un nombre important d'actions de la Société, à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés, pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ;</li> <li>- Alain Wilmouth, par l'intermédiaire de la société Holding Alain Wilmouth, détiendra un pourcentage significatif du capital et des droits de vote de la Société après l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris et sera en mesure de contrôler la plupart des décisions sociales et d'influencer significativement l'activité et la stratégie du Groupe ; étant précisé qu'en cas d'exercice de l'option de rachat des ADP 2017 en 2023, Holding Alain Wilmouth (en son nom et au nom de toute personne se substituant à elle) s'est engagée à (i) convertir l'intégralité des 3.500.000 ADP 2017 en actions ordinaires de la Société à un taux de conversion d'une ADP 2017 pour une action ordinaire. L'admission aux négociations des 3.500.000 actions ordinaires en résultant sera alors demandée, et (ii) communiquer son intention quant à l'évolution de sa participation dans la Société et à ne pas peser sur le marché du titre en cas de projet de cession ;</li> <li>- la Société n'entend pas adopter une politique de versement de dividendes à court terme ;</li> <li>- la Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires qui pourraient entraîner une dilution complémentaire de la participation de ses actionnaires ;</li> <li>- toutes attributions ou émissions nouvelles d'actions entraîneront une dilution pour les actionnaires ;</li> <li>- l'absence d'admission aux négociations sur Euronext Paris de l'ensemble des actions composant le capital social, les ADP 2017 ne faisant pas l'objet d'une demande d'admission, pourrait avoir pour effet de limiter la liquidité future du marché des actions ainsi que la lisibilité de la valorisation de la société par le marché, la capitalisation boursière étant communément calculée sur la base du nombre d'actions admises aux négociations et non sur le nombre de titres de capital total ;</li> <li>- les cessions des actions de la Société pourraient être soumises à la taxe sur les transactions financières française ou aux droits d'enregistrement et pourraient être soumises à la taxe sur les transactions financières européenne si elle était adoptée et transposée dans les législations nationales.</li> </ul> <p>De tels événements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société.</p>
--	--	--

Section E – Offre		
<b>E.1</b>	<b>Montant total du produit de l'Offre et estimation des dépenses totales liées à l'Offre</b>	<p><b>Produit brut de l'Offre</b></p> <p>A titre indicatif, environ 38,0 millions d'euros pouvant être porté à environ 43,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 50,3 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (tel que ces termes sont définis en E.3 du présent résumé).</p> <p><b>Produit net estimé de l'Offre</b></p> <p>A titre indicatif et sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative de Prix (soit 8,75 euros), environ 34,3 millions d'euros pouvant être porté à environ 39,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 45,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (tels que ces termes sont définis en E.3 du présent résumé).</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 3,7 millions d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative de Prix) et à un maximum d'environ 4,4 millions d'euros (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (tels que ces termes sont définis en E.3 du présent résumé)).</p> <p>En cas de réduction de l'Offre à 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, le produit brut de l'émission sera d'environ 28,5 millions d'euros et le produit net de l'émission sera d'environ 25,3 millions d'euros.</p>
<b>E.2a</b>	<b>Raisons de l'Offre / Utilisation du produit de celle-ci</b>	<p>L'introduction en bourse de la Société a pour objectif principal de financer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à hauteur d'environ 20 %, le département de recherche et développement et assurer le financement de la croissance des ventes du Groupe ;</li> <li>- à hauteur d'environ 20 %, le développement international du Groupe et accompagner ses clients sur de nouvelles géographies ; et</li> <li>- à hauteur d'environ 60 %, une politique opportuniste d'acquisition, étant précisé que la Société examine régulièrement des opportunités de croissance externe.</li> </ul> <p>Dans le cas où l'Offre ne serait souscrite qu'à hauteur de 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, la Société devra revoir ses priorités sur l'utilisation de ses fonds et concentrera ses efforts sur les deux premiers objectifs, à savoir (i) le financement du département de recherche et développement et la croissance des ventes et (ii) le développement international. En revanche, les opérations de croissance externe seront limitées. La Société cherchera, le cas échéant, des sources de financement complémentaires afin de poursuivre son développement.</p>
<b>E.3</b>	<b>Modalités et conditions de l'Offre</b>	<p><b>Nature et nombre de titres offerts dans le cadre de l'Offre</b></p> <p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 8.500.000 Actions Existantes ; et</li> <li>- un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) qui seront émises dans le cadre de l'Offre, pouvant être portées à un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 5.826.668 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et pouvant être portées à un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de</li> </ul>

		<p>6.700.669 Actions Offertes en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.</p> <p>Les Actions Offertes seront toutes de même valeur nominale et de même catégorie que les Actions Existantes. Elles seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>En revanche, les 3.500.000 ADP 2017 ne feront pas l'objet d'une demande d'admission.</p> <p><b>Structure de l'Offre</b></p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« <b>Offre</b> »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« <b>Offre à Prix Ouvert</b> » ou l'« <b>OPO</b> ») ; et</li> <li>- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « <b>Placement Global</b> »), comportant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un placement en France ; et</li> <li>- un placement privé international dans certains pays.</li> </ul> </li> </ul> <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions Offertes allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation). Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non allouées dans le cadre de l'OPO sera alloué dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fraction d'ordre A1 : de 5 à 250 actions incluses ; et</li> <li>- fraction d'ordre A2 : au-delà de 250 actions.</li> </ul> <p>Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres A ne pourraient pas être entièrement satisfaits.</p> <p><b>Clause d'Extension</b></p> <p>En fonction de l'importance de la demande, la Société pourra, en accord avec les Garants, augmenter le nombre initial d'Actions Nouvelles de 15 %, pouvant ainsi être porté à un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 5.826.668 Actions Nouvelles (la « <b>Clause d'Extension</b> »).</p> <p>La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du prix par le conseil d'administration prévu, selon le calendrier indicatif, le 21 juin 2018 et sera mentionnée dans le communiqué de presse de la Société et l'avis Euronext annonçant les résultats de l'Offre.</p> <p><b>Option de Surallocation</b></p> <p>Pour les besoins des opérations de stabilisation, Natixis (l'« <b>Agent Stabilisateur</b> ») se verra prêter un certain nombre d'actions par la Holding Alain Wilmouth. Les actions achetées, le cas échéant, sur le marché par l'Agent Stabilisateur dans le cadre des opérations de stabilisation permettront à l'Agent Stabilisateur de restituer à la Holding Alain Wilmouth tout ou partie des actions existantes prêtées. Si l'Agent Stabilisateur n'a</p>
--	--	--

		<p>pas acquis un nombre suffisant d'actions pour rembourser le prêt de titres ainsi concédé par la Holding Alain Wilmouth, il procédera à l'exercice partiel ou intégral de l'option de surallocation décrite ci-après à hauteur du solde d'actions restant à restituer.</p> <p>La Société consentira aux Garants une option de surallocation permettant la souscription au Prix de l'Offre (tel que défini ci-dessous), d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 874.001 Actions Nouvelles Supplémentaires permettant ainsi de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, le cas échéant (l'« <b>Option de Surallocation</b> »).</p> <p>L'option de surallocation sera exerçable en une seule fois, à tout moment, en tout ou partie, par Natixis, agissant au nom et pour le compte des Garants du 21 juin 2018 au 20 juillet 2018 inclus.</p> <p>En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information sera portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société.</p> <p><b>Révocation des ordres</b></p> <p>Les ordres de souscriptions passés par les investisseurs sur internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 20 juin 2018 à 20 heures (heure de Paris)). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par internet peuvent être révoqués autrement que par internet.</p> <p>Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué exclusivement auprès du ou des Garants ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris).</p> <p><b>Fourchette indicative du Prix de l'Offre</b></p> <p>Le prix des Actions Offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « <b>Prix de l'Offre</b> »).</p> <p>Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 7,50 euros et 10,00 euros par action (prime d'émission incluse) (la « <b>Fourchette Indicative de Prix</b> »).</p> <p>La Fourchette Indicative de Prix pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette Fourchette Indicative de Prix.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion de l'avis d'Euronext Paris et du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext Paris et du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix (sans pour autant pouvoir conduire à une augmentation du nombre d'actions émises au-delà des maximums figurant ci-dessus au E.3 du présent</p>
--	--	---

		<p>résumé) (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées ou prorogées dans certaines conditions, sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse.</p> <p><b>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</b></p> <p>Le Prix de l'Offre sera fixé par le conseil d'administration de la Société le 21 juin 2018 selon le calendrier indicatif, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettent pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'OPO et du Placement Global.</p> <p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des Actions Offertes et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels, dans le cadre du Placement Global.</p> <p><b>Engagements de souscriptions des actionnaires historiques</b></p> <p>Alain Wilmouth s'est engagé à placer (directement ou via Holding Alain Wilmouth) un ordre de souscription en numéraire au Prix de l'Offre pour un montant total d'un million d'euros, soit 2,6 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation). Il est entendu que cet ordre de souscription n'a pas vocation à être servi en priorité et intégralement, étant précisé qu'il pourrait notamment être réduit en cas d'atteinte du seuil de 100 % de l'Offre.</p> <p><b>Garantie et placement</b></p> <p>L'Offre fera l'objet d'un contrat de garantie et de placement par Natixis en qualité de coordinateur global, chef de file et teneur de livre associé (le « <b>Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé</b> »), et de Portzamparc Groupe BNP Paribas en qualité de chef de file et teneur de livre associé (le « <b>Chef de File et Teneur de Livre Associé</b> ») (ensemble avec le Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé, les « <b>Garants</b> », portant sur l'intégralité des Actions Offertes (le « <b>Contrat de Garantie et de Placement</b> »).</p> <p>Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.</p> <p>Le Contrat de Garantie et de Placement devrait être signé le jour de la fixation du Prix de l'Offre, prévue, selon le calendrier indicatif, le 21 juin 2018.</p> <p>Le Contrat de Garantie et de Placement pourra être résilié par le Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé, agissant au nom et pour le compte des Garants, jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, dans certaines circonstances, notamment en cas de survenance d'événements majeurs (tels que notamment événement d'ordre climatique, politique, financier, économique, bancaire ou monétaire, acte de guerre ou de terrorisme, action ou conflit militaire) ayant ou étant susceptible de compromettre l'opération.</p> <p><b>Stabilisation</b></p> <p>Aux termes du Contrat de Garantie et de Placement, Agent Stabilisateur, agissant au nom et pour le compte des Garants, pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation, dans le respect des conditions législatives et réglementaires,</p>
--	--	---

		<p>lesquelles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de trente (30) jours calendaires à compter de la date de fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, du 21 juin 2018 jusqu'au 20 juillet 2018 (inclus).</p> <p><b><i>Calendrier indicatif</i></b></p> <p>8 juin 2018                      Visa de l'AMF sur le Prospectus.</p> <p>11 juin 2018                      Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus.</p> <p>   Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'OPO.</p> <p>   Ouverture de l'OPO et du Placement Global.</p> <p>20 juin 2018                      Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet.</p> <p>21 juin 2018                      Clôture du Placement Global à 13 heures (heure de Paris).</p> <p>   Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension.</p> <p>   Signature du Contrat de Garantie et de Placement.</p> <p>   Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre.</p> <p>   Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre.</p> <p>   Début de la période d'exercice de l'Option de Surallocation.</p> <p>   Début de la période de stabilisation éventuelle.</p> <p>22 juin 2018                      Début des négociations des actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI Promesses » jusqu'à la date de règlement livraison de l'OPO et du Placement Global).</p> <p>25 juin 2018                      Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global.</p> <p>26 juin 2018                      Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI ».</p> <p>20 juillet 2018                      Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation.</p> <p>   Fin de la période de stabilisation éventuelle.</p> <p><b><i>Modalités de souscription</i></b></p> <p>Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 20 juin 2018 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être</p>
--	--	--

		<p>reçus par l'un des Garants au plus tard le 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris), à moins que la période d'offre ne soit clôturée de manière anticipée (étant précisée toutefois que la durée du Placement Global ne pourra être inférieure à trois (3) jours de bourse).</p> <p><b>Etablissements financiers introducteurs</b></p> <p><b>Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé</b></p> <p>Natixis</p> <p><b>Chef de File et Teneur de Livre Associé</b></p> <p>Portzamparc Groupe BNP Paribas</p> <p><b>Contrat de liquidité</b></p> <p>Il est prévu qu'un contrat de liquidité, conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI, relatif aux actions de la Société soit conclu entre la Société et Portzamparc Groupe BNP Paribas. La Société informera le marché des moyens affectés audit contrat par communiqué de presse ; en tout état de cause, ce contrat de liquidité ne serait être mis en œuvre qu'à l'issue de la période de stabilisation.</p>
<b>E.4</b>	<b>Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'offre</b>	<p>Les Garants et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux, de financement et autres à la Société, ses affiliés, ou actionnaires ou mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>A cet égard, BNP Paribas, actionnaire à 75,5 % de Portzamparc Groupe BNP Paribas, a octroyé (i) un prêt bancaire de 2,4 millions d'euros à la Société, pour les besoins du financement de l'acquisition de la société Tranquil PC Limited, et (ii) un prêt bancaire de 1 million d'euros au maximum à Alain Wilmouth pour les besoins du financement de l'ordre de souscription en numéraire au Prix de l'Offre qu'il s'est engagé à placer (directement ou via Holding Alain Wilmouth). Ce dernier prêt est assorti d'un nantissement par Alain Wilmouth au profit de BNP Paribas d'un nombre d'Actions Existantes qu'il détient, égal à 300 % (sur la base du Prix de l'Offre) du montant prêté, étant précisé que ce nantissement n'est pas couvert par l'engagement de conservation pris par Alain Wilmouth.</p>
<b>E.5</b>	<b>Personne ou entité offrant de vendre des actions / Convention de blocage</b>	<p><b>Personne ou entité offrant de vendre des actions</b></p> <p>Sans objet.</p> <p><b>Engagement d'abstention de la Société</b></p> <p>A compter de la date de signature du Contrat de Garantie et de Placement et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p> <p><b>Engagement d'abstention et de conservation des fondateurs, Alain et Michel Wilmouth</b></p> <p>A compter de la date de signature du Contrat de Garantie et de Placement et jusqu'à la fin d'une période expirant 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p> <p><b>Engagement d'abstention et de conservation de la Holding Alain Wilmouth</b></p> <p>A compter de la date de signature du Contrat de Garantie et de Placement et jusqu'à la fin d'une période expirant 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p> <p>Par ailleurs, les 3.500.000 ADP 2017 qui ne font pas l'objet d'une demande d'admission,</p>



		sont soumises à un engagement de conservation de nature fiscale et font l’objet d’une promesse de vente au profit de la Holding Alain Wilmouth, étant rappelé que cette dernière pourra exercer son option de rachat entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 mars 2023.																																																		
E.6	Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l’Offre	<p><b>Impact de l’émission des actions nouvelles sur les capitaux propres de la Société</b></p> <p>Les tableaux ci-dessous tiennent compte de l’instauration d’un droit de vote double pour toute action inscrite au nominatif depuis deux ans au moins au jour du règlement-livraison, approuvé par l’assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018.</p> <p><i>Les tableaux intégrant la répartition de l’actionnariat post Offre ci-dessous sont présentés de manière différente par rapport au tableau de répartition du capital figurant dans le Document de base et au B.6 afin (i) de faire ressortir la détention du groupe familial Wilmouth (Alain Wilmouth, Holding Alain Wilmouth et Michel Wilmouth) sur une seule ligne, et (ii) de tenir compte de l’assimilation (en application des dispositions du 4° du I de l’article L. 233-9 du Code de commerce) aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth, des 3.500.000 ADP 2017 actuellement détenues par des fonds Audacia et sur lesquelles Holding Alain Wilmouth bénéficie d’une option d’achat exerçable entre le 1er janvier et le 31 mars 2023.</i></p> <p>Les tableaux ci-dessous présentent la répartition de l’actionnariat de la Société tel qu’il ressortirait à l’issue de l’Offre, hors exercice de la Clause d’Extension et de l’Option de Surallocation (sur la base de la borne inférieure ou supérieure de la Fourchette Indicative de Prix tel que ce terme est défini au E.3 du présent résumé) :</p> <table><tr><th colspan="5">Borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix</th></tr><tr><th>Actionnaires</th><th>Nombre d’actions</th><th>Pourcentage du capital</th><th>Nombre de droits de vote</th><th>Pourcentage des droits de vote</th></tr><tr><td>Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup></td><td>10.333.320</td><td>60,55 %</td><td>17.166.640</td><td>67,14 %</td></tr><tr><td>Alain Wilmouth<sup>(3)</sup></td><td>950.004</td><td>5,57 %</td><td>1.766.674</td><td>6,91 %</td></tr><tr><td><b>Total Alain Wilmouth</b></td><td><b>11.283.324</b></td><td><b>66,11 %</b></td><td><b>18.933.314</b></td><td><b>74,05 %</b></td></tr><tr><td>Michel Wilmouth</td><td>850.000</td><td>4,98 %</td><td>1.700.000</td><td>6,65 %</td></tr><tr><td><b>Total groupe familial Wilmouth</b></td><td><b>12.133.324</b></td><td><b>71,09 %</b></td><td><b>20.633.314</b></td><td><b>80,70 %</b></td></tr><tr><td>Audacia</td><td>10<sup>(4)</sup></td><td>0,00 %</td><td>10</td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>Public</td><td>4.933.333</td><td>28,91 %</td><td>4.933.333</td><td>19,30 %</td></tr><tr><td><b>Total</b></td><td><b>17.066.667</b></td><td><b>100,00 %</b></td><td><b>25.566.657</b></td><td><b>100,00 %</b></td></tr></table> <p><sup>(1)</sup> Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.</p> <p><sup>(2)</sup> Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l’article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l’option d’achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.</p> <p><sup>(3)</sup> Hypothèse d’une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d’un montant d’un (1) million d’euros à l’introduction en bourse.</p> <p><sup>(4)</sup> 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l’objet d’un prêt d’actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.</p>	Borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix					Actionnaires	Nombre d’actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote	Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	60,55 %	17.166.640	67,14 %	Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	950.004	5,57 %	1.766.674	6,91 %	<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.283.324</b>	<b>66,11 %</b>	<b>18.933.314</b>	<b>74,05 %</b>	Michel Wilmouth	850.000	4,98 %	1.700.000	6,65 %	<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.133.324</b>	<b>71,09 %</b>	<b>20.633.314</b>	<b>80,70 %</b>	Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %	Public	4.933.333	28,91 %	4.933.333	19,30 %	<b>Total</b>	<b>17.066.667</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25.566.657</b>	<b>100,00 %</b>
Borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix																																																				
Actionnaires	Nombre d’actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote																																																
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	60,55 %	17.166.640	67,14 %																																																
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	950.004	5,57 %	1.766.674	6,91 %																																																
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.283.324</b>	<b>66,11 %</b>	<b>18.933.314</b>	<b>74,05 %</b>																																																
Michel Wilmouth	850.000	4,98 %	1.700.000	6,65 %																																																
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.133.324</b>	<b>71,09 %</b>	<b>20.633.314</b>	<b>80,70 %</b>																																																
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %																																																
Public	4.933.333	28,91 %	4.933.333	19,30 %																																																
<b>Total</b>	<b>17.066.667</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25.566.657</b>	<b>100,00 %</b>																																																

	Borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix			
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	65,40 %	17.166.640	70,64 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	916.670	5,80 %	1.733.340	7,13 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.249.990</b>	<b>71,20 %</b>	<b>18.899.980</b>	<b>77,78 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	5,38 %	1.700.000	7,00 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.099.990</b>	<b>76,58 %</b>	<b>20.599.980</b>	<b>84,77 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	3.700.000	23,42 %	3.700.000	15,23 %
<b>Total</b>	<b>15.800.000</b>	<b>100,00 %</b>	<b>24.299.990</b>	<b>100,00 %</b>

<sup>(1)</sup> Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

<sup>(2)</sup> Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.

<sup>(3)</sup> Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

<sup>(4)</sup> 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition de l'actionnariat de la Société tel qu'il ressortirait à l'issue de l'Offre, après exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix) :

	Borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix			
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	60,69 %	17.166.640	67,25 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	916.670	5,38 %	1.733.340	6,79 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.249.990</b>	<b>66,08 %</b>	<b>18.899.980</b>	<b>74,04 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	4,99 %	1.700.000	6,66 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.099.990</b>	<b>71,07 %</b>	<b>20.599.980</b>	<b>80,70 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	4.925.500	28,93 %	4.925.500	19,30 %
<b>Total</b>	<b>17.025.500</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25.525.490</b>	<b>100,00 %</b>

<sup>(1)</sup> Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

<sup>(2)</sup> Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.

<sup>(3)</sup> Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

<sup>(4)</sup> 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

En cas de limitation de l'Offre à 75 % du montant de l'émission initialement envisagée (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix tel que ce terme est défini au E.3 du présent résumé) :

Actionnaires	Offre souscrite à 75 %			
	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	65,40 %	17.166.640	70,64 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	950.004	6,01 %	1.766.674	7,27 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.283.324</b>	<b>71,41 %</b>	<b>18.933.314</b>	<b>77,91 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	5,38 %	1.700.000	7,00 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.133.324</b>	<b>76,79 %</b>	<b>20.633.314</b>	<b>84,91 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	3.666.667	23,21 %	3.666.667	15,09 %
<b>Total</b>	<b>15.800.001</b>	<b>100,00 %</b>	<b>24.299.991</b>	<b>100,00 %</b>

<sup>(1)</sup> Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

<sup>(2)</sup> Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.

<sup>(3)</sup> Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

<sup>(4)</sup> 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

Le conseil d'administration, agissant sur le fondement de la 22ème résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018, envisage de procéder après admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris et avant la fin de l'année 2018 à une attribution gratuite d'actions représentant environ 2 % du capital post-introduction, ce qui pourra entraîner une dilution supplémentaire pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

#### **Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres de la Société**

Sur la base des capitaux propres consolidés de la Société au 31 décembre 2017, les capitaux propres consolidés par action, avant et après la réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit, (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers), en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal d'actions sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix :

			Quote-part des capitaux propres au 31 décembre 2017
		(en euros par action)	Base non diluée <sup>(1)</sup> Base diluée <sup>(2)</sup>
		Avant émission des Actions Nouvelles	0,16 0,11
		Après émission d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	2,63 3,63
		Après émission d'un nombre maximum de 5.826.668 Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Surallocation)	2,87 3,78
		Après émission d'un nombre maximum de 6.700.669 Actions Offertes (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	3,11 3,93
		En cas de limitation de l'émission à 75 % de l'augmentation de capital initialement prévue	2,17 3,35

<sup>(1)</sup> Conformément à la note 5.11.4 de l'annexe aux comptes consolidés pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, les ADP ont été comptabilisées en dettes et n'entrent donc pas dans les capitaux propres.

<sup>(2)</sup> En tenant compte de la conversion des 3.500.000 ADP 2017, en prenant comme hypothèse la conversion de chaque ADP 2017 en une action ordinaire et sur la base d'un prix d'émission de ces actions ordinaires égal à la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix.

**Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre**

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait 1 % du capital social de la Société et ne souscrirait pas à l'Offre serait la suivante (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus), en prenant comme hypothèse une émission d'un nombre maximal d'actions sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix :

		Participation de l'actionnaire
	(en % du capital et des droits de vote)	Base non diluée <sup>(1)</sup> Base diluée <sup>(2)</sup>
	Avant émission des Actions Nouvelles	1,00 0,71
	Après émission d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	0,63 0,50
	Après émission d'un nombre maximum de 5.826.668 Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Surallocation)	0,59 0,48
	Après émission d'un nombre maximum de 6.700.669 Actions Offertes (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	0,56 0,45
	En cas de limitation de l'émission à 75 % de l'augmentation de capital initialement prévue	0,69 0,54

<sup>(1)</sup> Conformément à la note 5.11.4 de l'annexe aux comptes consolidés pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, les ADP ont été comptabilisées en dettes et n'entrent donc pas dans les capitaux propres.

<sup>(2)</sup> En tenant compte de la conversion des 3.500.000 ADP 2017, en prenant comme hypothèse la conversion de chaque ADP 2017 en une action ordinaire et sur la base d'un prix d'émission de ces actions ordinaires égal à la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix.

<b>E.7</b>	<b>Dépenses facturées à l'investisseur par la Société</b>	Sans objet.
------------	---	-------------

## **1 PERSONNES RESPONSABLES**

### **1.1 Responsable du Prospectus**

Alain Wilmouth, Président-Directeur Général de la Société.

### **1.2 Attestation du responsable du Prospectus**

*« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

*J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent Prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus. »*

Paris, le 8 juin 2018

Alain Wilmouth,  
Président-Directeur Général de la Société

### **1.3 Responsable de l'information financière**

Nathalie Lauer, Directrice Administrative et Financière, domiciliée pour les besoins des présentes au 32, rue Jacobi Netter, 67200 Strasbourg, France.

Email : [investors@2crsi.com](mailto:investors@2crsi.com)

## **2 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHÉ LIÉS À L'OPÉRATION POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES**

En complément des facteurs de risques décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques suivants et des autres informations contenues dans la Note d'Opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le Document de Base, et ceux décrits ci-dessous. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus ou qu'elle juge à cette même date non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives du Groupe ou le cours des actions de la Société.

### **2.1 Les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché réglementé et sont soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer**

Les actions ordinaires de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur Euronext Paris, n'auront jamais été négociées sur un marché réglementé. Le Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur Euronext Paris. Le cours qui s'établira postérieurement à l'admission des actions ordinaires de la Société aux négociations sur Euronext Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre.

Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions ordinaires aux négociations sur Euronext Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera.

Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être significativement affectés.

### **2.2 Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante**

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et le marché des serveurs. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations de l'activité et des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché des serveurs, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ou leurs perspectives ou des annonces des acteurs des secteurs d'activité du Groupe portant sur des questions les affectant ;
- des évolutions de l'environnement économique général des pays dans lesquels le Groupe est présent ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité du Groupe ou au Groupe lui-même ;

- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ou des collaborateurs clés ;
- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cessions, etc.) ; et
- tout autre évènement significatif affectant la Société ou le marché dans lequel elle évolue.

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

### **2.3 La non-signature ou la résiliation du Contrat de Garantie et de Placement pourrait entraîner une annulation de l'Offre et, le cas échéant, des négociations de promesses d'actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison**

Le Contrat de Garantie et de Placement pourrait ne pas être signé ou, après avoir été signé, être résilié par les Garants (tel que ce terme est défini ci-après), à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions, et dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'Offre (voir la Section 5.4.3 de la Note d'Opération).

Si le Contrat de Garantie et de Placement n'était pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées. L'OPO, le Placement Global (tels que définis à la Section 5.1.1 de la Note d'Opération), l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre seraient annulés de façon rétroactive.

Si le Contrat de Garantie et de Placement venait à être résilié, l'ensemble des négociations intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur devant faire son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultants, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement, les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur Euronext Paris. Cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris. Conformément à la section 6801/2 des règles de marché harmonisées d'Euronext Paris, Euronext Paris ne pourra être tenu responsable pour toute perte subie par toute personne qui résulterait du retrait de l'Offre par la Société et de l'annulation consécutive des transactions.

### **2.4 Risque lié à l'insuffisance de souscriptions et à l'annulation de l'Offre**

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie à la Section 5.1.1 de la Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation des objectifs de la Société. Néanmoins, si le montant des ordres de souscriptions n'atteignait pas un minimum de 75 % de l'augmentation de capital envisagée, soit la souscription d'un montant d'environ 28,5 millions d'euros, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

### **2.5 La cession par les principaux actionnaires d'un nombre important d'actions de la Société, à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés, pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société**

Le groupe familial Wilmouth (Alain Wilmouth, Holding Alain Wilmouth, et Michel Wilmouth), qui détient 70,83 % du capital préalablement à l'Offre, détiendra environ 71,09 % du capital de la Société à l'issue de l'Offre (64,88 % en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre), étant précisé qu'en cas d'exercice de l'option de rachat des ADP 2017 en 2023, Holding Alain Wilmouth



(en son nom et au nom de toute personne se substituant à elle) s'est engagée à (i) convertir l'intégralité des 3.500.000 ADP 2017 en actions ordinaires de la Société à un taux de conversion d'une ADP 2017 pour une action ordinaire (l'admission aux négociations des 3.500.000 actions ordinaires en résultant sera alors demandée), et (ii) communiquer son intention quant à l'évolution de sa participation dans la Société et à ne pas peser sur le marché du titre en cas de projet de cession. Dans l'hypothèse où les principaux actionnaires décideraient de céder, directement ou indirectement, tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leurs engagements de conservation (tels que décrits à la Section 7.3 de la Note d'Opération) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente ou probable, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

## **2.6 Alain Wilmouth détiendra, directement et par l'intermédiaire de la Holding Alain Wilmouth SARL, un pourcentage significatif du capital et des droits de vote de la Société après l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris et sera en mesure de contrôler la plupart des décisions sociales et d'influencer significativement l'activité et la stratégie du Groupe**

A l'issue de l'Offre et en cas d'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, Alain Wilmouth détiendra, directement et par l'intermédiaire de la Holding Alain Wilmouth SARL environ 66,11 % du capital de la Société (71,20 % en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre), étant précisé qu'en cas d'exercice de l'option de rachat des ADP 2017 en 2023, Holding Alain Wilmouth (en son nom et au nom de toute personne se substituant à elle) s'est engagée à (i) convertir l'intégralité des 3.500.000 ADP 2017 en actions ordinaires de la Société à un taux de conversion d'une ADP 2017 pour une action ordinaire (l'admission aux négociations des 3.500.000 actions ordinaires en résultant sera alors demandée), et (ii) communiquer son intention quant à l'évolution de sa participation dans la Société et à ne pas peser sur le marché du titre en cas de projet de cession. En conséquence, en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, Alain Wilmouth pourra influencer de manière significative sur les décisions stratégiques du Groupe et/ou faire adopter ou rejeter toutes les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires de la Société en assemblée générale ordinaire et en assemblée générale extraordinaire, notamment la nomination des membres du conseil d'administration, l'approbation des comptes annuels et la distribution de dividendes ainsi que l'autorisation de procéder à des augmentations de capital ou autres émissions de titres, les opérations de fusion ou d'apport ou toute autre décision nécessitant l'approbation des actionnaires de la Société à la majorité simple et à la majorité des 2/3.

## **2.7 Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court terme**

A la date du présent Prospectus, à l'exception du versement du dividende prioritaire aux porteurs d'ADP 2017 d'un montant de 175 milliers d'euros en date du 30 juin 2017, la Société n'a pas distribué de dividendes et de réserves depuis sa constitution.

A la date du Prospectus, la Société n'a pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court terme.

## **2.8 Dilution complémentaire liée à l'exercice d'outils d'intéressements**

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

Le conseil d'administration, agissant sur le fondement de la 22<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 24 mai 2018, envisage de procéder après l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris et avant la fin de l'année 2018 à une

attribution gratuite d'actions représentant environ 2 % du capital post-introduction, ce qui pourra entraîner une dilution supplémentaire pour les actionnaires actuels et futurs de la Société, selon les modalités suivantes :

- une première tranche d'actions gratuites serait attribuée à l'ensemble des salariés de la Société et des filiales sous conditions d'ancienneté et de présence mais sans condition de performance. La période d'acquisition serait de cinq ans sans période de conservation ;
- une seconde tranche d'actions gratuites serait attribuée aux salariés en charge du développement commercial et/ou cadres dirigeants de la Société et des filiales sous conditions de présence et de performances mais sans condition d'ancienneté. La période d'acquisition serait de cinq ans sans période de conservation ; et
- une troisième tranche d'actions gratuites serait attribuée aux dirigeants mandataires sociaux de la Société et des filiales sous conditions de présence et de performances mais sans condition d'ancienneté. La période d'acquisition serait de cinq ans sans période de conservation.

Il est précisé que l'attribution définitive de tout ou partie des actions gratuites au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux de la Société et des filiales (3ème tranche) sera soumise à des conditions de performance exigeantes en ligne avec les objectifs annoncés au marché dans le cadre de l'introduction en bourse.

## **2.9 Risque de dilution complémentaire liée au financement de tout ou partie des besoins de financement complémentaires éventuels**

A la date du Prospectus et à l'exception des ADP 2017, il n'existe pas d'instrument dilutif en circulation.

La Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires pour le développement de ses produits et/ou de ses technologies. Il se pourrait que la Société se trouve dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance ce qui la conduirait à rechercher d'autres sources de financement, par voie d'augmentation de capital et/ou la souscription d'emprunts bancaires.

Dans la mesure où la Société lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée.

## **2.10 Risque lié à l'absence d'admission aux négociations de l'ensemble des actions composant le capital de la Société**

Seules les Actions Existantes et les Actions Offertes à émettre dans le cadre de l'Offre feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris. En revanche, les 3.500.000 actions de préférence dites « **ADP 2017** » ne feront pas l'objet d'une telle demande. L'absence d'admission de l'ensemble des actions pourrait avoir pour effet de limiter la liquidité du futur marché des actions ainsi que la lisibilité de la valorisation de la Société par le marché, la capitalisation boursière étant communément calculée sur la base du nombre d'actions admises aux négociations et non sur le nombre de titres de capital total.

## **2.11 Les cessions des actions de la Société pourraient être soumises à la taxe sur les transactions financières française ou aux droits d'enregistrement et pourraient être soumises à la taxe sur les transactions financières européenne si elle était adoptée et transposée dans les législations nationales**

*Taxe sur les transactions financières française (« **TTF Française** ») et droits d'enregistrement*

Les acquisitions d'actions de la Société pourraient entrer dans le champ d'application de la TTF Française prévue à l'article 235 *ter* ZD du Code général des impôts qui s'applique, sous certaines conditions, à l'acquisition à titre onéreux de titres de capital admis aux négociations sur un marché

réglementé lorsque ces titres sont émis par une société dont le siège social est situé en France et dont la capitalisation boursière excède un milliard d'euros au 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant celle d'imposition. La capitalisation boursière de la Société au 1<sup>er</sup> décembre 2017 n'excédait pas un milliard d'euros ; ainsi, les actions de la Société n'entrent pas dans le champ d'application de la TTF Française au titre des opérations réalisées en 2018. En revanche, si la capitalisation boursière de la Société venait à excéder ce seuil au 1<sup>er</sup> décembre 2018 ou au 1<sup>er</sup> décembre d'années ultérieures, les actions de la Société entreraient alors dans le champ de la TTF Française et celle-ci pourrait s'appliquer pour les acquisitions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, sous réserve de l'application d'une éventuelle exonération, au taux de 0,3 % sur la base du prix d'acquisition des actions de la Société par leurs acquéreurs sur le marché secondaire.

Par ailleurs, si elle est constatée par un acte et si elle n'entre pas dans le champ d'application de la TTF Française, la cession des actions de la Société est soumise aux droits d'enregistrement de 0,1 % visés à l'article 726 du Code général des impôts, sous réserve de l'application d'une exonération.

La TTF Française et les droits d'enregistrement éventuellement dus pourraient augmenter les coûts transactionnels liés aux achats et ventes d'actions de la Société et pourraient réduire la liquidité du marché pour ses actions. Il est conseillé aux détenteurs potentiels des actions de la Société de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour s'informer des conséquences potentielles de la TTF Française et des droits d'enregistrement.

#### *Taxe sur les transactions financières européenne (« TTF Européenne »)*

L'attention des détenteurs potentiels des actions de la Société est attirée sur le fait que la Commission Européenne a publié une proposition de Directive relative à une TTF Européenne commune à la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie (les « **Etats Membres Participants** »), qui, si elle était adoptée et transposée en France, se substituerait à la TTF Française. En mars 2016, l'Estonie a indiqué sa décision de ne plus participer à la TTF Européenne.

La TTF Européenne pourrait, si elle était adoptée dans sa forme actuellement envisagée, s'appliquer, dans certaines circonstances, à certaines transactions impliquant les actions de la Société. Les transactions sur le marché primaire devraient néanmoins en être exemptées.

La TTF Européenne pourrait s'appliquer à la fois aux personnes résidentes et non résidentes des États Membres Participants. En principe, elle devrait s'appliquer aux achats et ventes d'actions de la Société lorsqu'au moins une des parties est une institution financière et qu'une partie est établie dans un Etat Membre Participant. Une institution financière peut être, ou réputée être, "établie" dans un Etat Membre Participant dans un grand nombre de circonstances, notamment (a) en effectuant une transaction avec une personne établie dans un Etat Membre Participant ou (b) lorsque les actions qui font l'objet des transactions sont émises dans un Etat Membre Participant.

Le projet de TTF Européenne reste soumis à discussions entre les Etats Membres Participants (en ce exclue l'Estonie) et son champ d'application reste incertain. Elle pourrait par conséquent être modifiée avant son adoption, dont la date reste incertaine. D'autres États membres de l'Union européenne pourraient décider de l'adopter et/ou d'autres Etats Membres Participants pourraient décider de se retirer.

La TTF Européenne, si adoptée et transposée dans les législations nationales, pourrait augmenter les coûts transactionnels liés aux achats et ventes d'actions de la Société et pourraient réduire la liquidité du marché pour ses actions. Il est conseillé aux détenteurs potentiels des actions de la Société de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour s'informer des conséquences potentielles de la TTF Européenne.

### 3 INFORMATIONS DE BASE

#### 3.1 Déclaration sur le fonds de roulement net consolidé

La Société atteste que, de son point de vue à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, le fonds de roulement net consolidé avant augmentation de capital est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois.

#### 3.2 Capitaux propres et endettement

Le tableau ci-dessous présente la situation des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé du Groupe au 31 mars 2018, établie selon le référentiel IFRS et conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2013 (ESMA/2013/319, paragraphe 127).

Capitaux propres et endettement (en milliers d'euros / non audités)	31 mars 2018
<b>Total des dettes financières courantes</b>	<b>7.820,0</b>
Dettes financières courantes faisant l'objet de garanties	505,5
Dettes financières courantes faisant l'objet de nantissements	183,7
Dettes financières courantes sans garantie ni nantissement	7.130,8
<b>Total des dettes financières non courantes (hors partie courante des dettes long terme)</b>	<b>15.541,8</b>
Dettes financières non courantes faisant l'objet de garanties	1.712,4
Dettes financières non courantes faisant l'objet de nantissements	59,3
Dettes financières non courantes sans garantie ni nantissement	13.770,1
<b>Capitaux propres<sup>(1)</sup></b>	<b>1.356,0</b>
Capital social	765
Prime d'émission	0
Réserve légale	53,0
Résultats accumulés, autres réserves	538,0

- <sup>(1)</sup> Situation des capitaux propres au 31 décembre 2017 et n'intégrant par conséquent pas le résultat dégagé sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018, ni les frais engagés dans le cadre de l'augmentation de capital objet de l'Offre qui seront imputés sur la prime d'émission, ni l'actualisation des autres éléments du résultat global. A titre d'information, la section 8 « Dépenses liées à l'Offre » de la Note d'Opération présente l'évaluation de la rémunération des intermédiaires financiers.

Endettement net de la Société (en euros / non audité)	31 mars 2018
A - Trésorerie	513,5
B - Équivalent de trésorerie	0
C - Titres de placement	0
<b>D - Liquidité (A+B+C)</b>	<b>513,5</b>
<b>E - Créances financières à court terme</b>	<b>0</b>
F - Dettes bancaires à court terme	1.469,3
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes <sup>(1)</sup>	6.199,3
H - Autres dettes financières à court terme	151,4
<b>I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)</b>	<b>7.820,0</b>

<b>Endettement net de la Société (en euros / non audité)</b>	<b>31 mars 2018</b>
<b>J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)</b>	<b>7.306,4</b>
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	870,4
L - Obligations émises	0
M - Autres emprunts à plus d'un an <sup>(1)</sup>	14.671,4
<b>N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)</b>	<b>15.541,8</b>
<b>O - Endettement financier net (J+N)</b>	<b>22.848,3</b>

<sup>(1)</sup> Les rubriques « Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes » et « Autres emprunts à plus d'un an » incluent principalement :

- 2,2 millions d'euros de dettes de location IFRS 16. En contrepartie de cette dette, le Groupe dispose de droits d'utilisation à l'actif pour un montant de 2,1 millions d'euros ; et

- 14,5 millions d'euros de dettes de financement relatives au contrat Blade (voir la note 5.11.3 de l'annexe aux comptes consolidés pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, et le paragraphe 9.5 du Document de Base). Au titre de ce contrat, le Groupe détient des créances financières vis-à-vis de Blade pour un montant de 12,1 millions d'euros dont 4,4 millions d'euros à moins d'un an.

L'endettement financier net au 31 mars 2018 s'élève à 22,8 millions d'euros, déduction faite de la trésorerie disponible (0,5 million d'euros). Au 31 décembre 2017, la dette nette telle que présentée au paragraphe 10.1 du Document de Base s'élevait en comparaison à 3,3 millions d'euros. En effet, le calcul de la dette nette au 31 décembre 2017 incluait également :

- les droits d'utilisation des actifs loués comptabilisés à l'actif conformément à IFRS 16 (1,8 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2017) ; et
- des créances financières vis-à-vis de Blade (12,8 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2017).

Ajusté de respectivement 2,1 millions d'euros et 12,1 millions d'euros au titre de ces deux éléments, l'endettement financier net du Groupe ressortirait à 8,6 millions d'euros au 31 mars 2018.

Cette augmentation de l'endettement financier net du Groupe au cours du premier trimestre s'explique essentiellement par l'augmentation des dettes de financement relatives au contrat Blade pour 2,5 millions d'euros, liée à l'activité avec ce client ainsi que de la consommation de trésorerie (3,2 millions d'euros), liée à la forte croissance de l'activité sur la période.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier n'est intervenu depuis le 31 mars 2018 à l'exception des éléments suivants :

- un emprunt de 2,4 millions d'euros souscrit en avril 2018 pour financer l'acquisition de Tranquil PC Limited ;
- deux contrats de financement de matériel informatique d'une durée de 36 mois pour des montants respectifs de 2 millions d'euros et 3 millions d'euros signés sur les mois de mai et juin 2018 ; et
- d'une dette de location liée à un bail immobilier d'une durée résiduelle de 9 ans (résiliable par anticipation dans 4 ans), pour un loyer annuel de 39 milliers de livres sterling (soit environ 45 milliers d'euros), dont Tranquil PC Limited est preneur.

A la date de la Note d'Opération, la Société n'a pas connaissance de dettes indirectes ou conditionnelles autres que celles présentées dans le tableau ci-dessus.

### **3.3 Intérêts des personnes physiques et morales participant à l'Offre**

Les Garants (tel que ce terme est défini à la Section 5.4.3 de la Note d'Opération) et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers,

d'investissements, commerciaux, de financement et autres à la Société, ses affiliés, ou actionnaires ou mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

A cet égard, BNP Paribas, actionnaire à 75,5 % de Portzamparc Groupe BNP Paribas, a octroyé (i) un prêt bancaire de 2,4 millions d'euros à la Société, pour les besoins du financement de l'acquisition de la société Tranquil PC Limited, et (ii) un prêt bancaire de 1 million d'euros au maximum à Alain Wilmouth pour les besoins du financement de l'ordre de souscription en numéraire au Prix de l'Offre qu'il s'est engagé à placer (directement ou via Holding Alain Wilmouth). Ce dernier prêt est assorti d'un nantissement par Alain Wilmouth au profit de BNP Paribas d'un nombre d'Actions Existantes qu'il détient, égal à 300 % (sur la base du Prix de l'Offre) du montant prêté, étant précisé que ce nantissement n'est pas couvert par l'engagement de conservation pris par Alain Wilmouth.

### **3.4 Raisons de l'Offre et utilisation du produit**

L'introduction en bourse de la Société a pour objectif principal de financer :

- à hauteur d'environ 20 %, le département de recherche et développement et assurer le financement de la croissance des ventes du Groupe ;
- à hauteur d'environ 20 %, le développement international du Groupe et accompagner ses clients sur de nouvelles géographies ; et
- à hauteur d'environ 60 %, une politique opportuniste d'acquisition, étant précisé que la Société examine régulièrement des opportunités de croissance externe.

Dans le cas où l'Offre ne serait souscrite qu'à hauteur de 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, la Société devra revoir ses priorités sur l'utilisation de ses fonds et concentrera ses efforts sur les deux premiers objectifs, à savoir (i) le financement du département de recherche et développement et la croissance des ventes et (ii) le développement international. En revanche, les opérations de croissance externe seront limitées. La Société cherchera, le cas échéant, des sources de financement complémentaires afin de poursuivre son développement.

## 4 INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR EURONEXT PARIS

### 4.1 Nature, catégorie et date de jouissance des valeurs mobilières offertes et admises à la négociation

#### *Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée*

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext Paris est demandée sont :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social de la Société, soit 8.500.000 actions ordinaires de 0,09 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (les « **Actions Existantes** ») ;
- un nombre maximum de 5.066.667 actions nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 760.001 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (tel que ce terme est défini à la Section 5.2.5 de la Note d'Opération) (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et pouvant être augmenté d'un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 874.001 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini à la Section 5.2.6 de la Note d'Opération) (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont définies ensemble comme les « **Actions Offertes** » et sont offertes dans le cadre de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après), et ensemble avec les Actions Existantes, les « **Actions** ».

Les Actions Offertes sont toutes des actions ordinaires de la Société, de même valeur nominale et de même catégorie.

**Date de jouissance :** les Actions Offertes seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Libellé pour les actions :** les négociations sous forme de promesses d'actions interviendront, du 22 juin au 25 juin 2018 (inclus) sous le libellé « 2CRSI Promesses ». A partir du 26 juin 2018, les négociations interviendront sous le libellé « 2CRSI ».

#### **Code ISIN**

FR0013341781

#### **Mnémonique**

2CRSI

#### **Compartiment**

Euronext Paris Compartiment C

#### **Classification ICB**

9572 – Computer Hardware

#### **Code LEI**

969500PMJR23G2GLP639

### ***Première cotation et négociation des actions***

La première cotation des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 21 juin 2018 et les négociations devraient débiter le 22 juin 2018, selon le calendrier indicatif.

À compter du 22 juin 2018 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 25 juin 2018, selon le calendrier indicatif, les Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et les Actions Existantes seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « 2CRSI Promesses » conformément à l'article 6.8 des règles de marché harmonisées d'Euronext Paris, et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.

À compter du 26 juin 2018, l'ensemble des actions ordinaires de la Société sera négocié sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI ». Les ADP 2017 ne seront pas admises aux négociations.

## **4.2 Droit applicable et tribunaux compétents**

Les actions de la Société sont soumises à la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

## **4.3 Forme et mode d'inscription en compte des actions**

Les actions ordinaires de la Société peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de BNP Paribas Securities Services (3, rue d'Antin - 75002 Paris), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de BNP Paribas Securities Services (3, rue d'Antin - 75002 Paris)), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative administrée ; ou
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions ordinaires se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions ordinaires de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V., et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les Actions Offertes soient inscrites en compte-titres et négociables à compter du 25 juin 2018.

## **4.4 Devise**

L'Offre est réalisée en euros.



## 4.5 Droits attachés aux actions

Les actions ordinaires de la Société seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société tels qu'adoptés par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 sous la condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société.

Les droits particuliers attachés aux ADP 2017 sont quant à eux détaillés au paragraphe 21.2.4 « Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de préférence « ADP 2017 » (article 7 des statuts) » du Document de Base.

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de son introduction en bourse, les principaux droits attachés aux actions ordinaires sont décrits ci-après :

### ***Droit à dividendes – Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actions ordinaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins pour la formation du fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable aux actionnaires sous forme de dividende, et ce, dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut ouvrir aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire ou en actions de la Société dans les conditions fixées par la loi. La même option peut être ouverte dans le cas de paiement d'acompte sur dividendes.

L'assemblée générale des actionnaires a la faculté de prélever, sur ce bénéfice, avant toute distribution de dividende, les sommes qu'elle juge convenables de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, dont elle détermine librement l'affectation ou l'emploi.

L'assemblée générale des actionnaires peut aussi décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, conformément à la loi. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels le prélèvement interviendra.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir la Section 4.12 de la Note d'Opération).

### ***Droit de vote***

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action ordinaire donne droit à une voix.

Lorsque les actions font l'objet d'un usufruit, le droit de vote attaché à ces actions appartient aux usufruitiers dans les assemblées générales ordinaires et aux nus-propriétaires dans les assemblées générales extraordinaires.

Conformément aux dispositions légales applicables un droit de vote double sera conféré, à compter du et sous la condition suspensive du règlement-livraison de l'émission des actions ordinaires de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Paris, aux actions ordinaires entièrement libérées ayant fait l'objet d'une détention continue au nominatif par un même titulaire pendant une durée minimale de deux (2) ans au moins. Ainsi, toutes les actions inscrites au nominatif depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, bénéficieront d'un droit de vote double à compter du règlement-livraison de l'émission des actions ordinaires de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Paris.

Conformément à l'article L. 225-123 alinéa 2 du Code de commerce, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est accordé dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Ce droit de vote double peut s'exercer à l'occasion de toute assemblée des actionnaires. Le droit de vote double cesse de plein droit lorsque l'action est convertie au porteur ou transférée en propriété.

#### ***Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie***

Les actions de la Société comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du Code de commerce).

#### ***Droit d'information des actionnaires***

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et, le cas échéant, à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

#### ***Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation***

Chaque action ordinaire donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

#### ***Clauses de rachat ou de conversion***

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

#### ***Franchissement de seuils et identification des détenteurs de titres***

##### ***– Franchissement de seuils***

Tant que les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute personne physique ou morale qui vient à posséder directement ou indirectement, seule ou de concert, une fraction du capital ou des droits de vote (calculée conformément aux dispositions des articles L. 233-7 et L. 233-9 du Code de commerce et aux dispositions du Règlement général de l'AMF) égale ou supérieure à 2 % du capital ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit notifier à la Société, le nombre total (i) des actions et des droits de vote qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert, (ii) des titres donnant accès à terme au capital de la Société qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, et (iii) des actions déjà émises que cette personne

peut acquérir en vertu d'un accord ou d'un instrument financier mentionné à l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier. Cette notification doit intervenir, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quatre (4) jours de bourse à compter du franchissement de seuil concerné.

L'obligation d'informer la Société s'applique également, dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation de l'actionnaire en capital, ou en droits de vote, devient inférieure à l'un des seuils susmentionnés.

Par exception à ce qui précède, l'obligation de notification à la Société de franchissement de seuils ci-dessus mentionnée cesse de s'appliquer lorsque la part de capital ou des droits de vote détenue directement ou indirectement par un actionnaire, agissant seul ou de concert avec d'autres actionnaires, est égale ou supérieure à 50 % du capital ou des droits de vote.

En cas de non-respect de l'obligation de déclaration de franchissement de seuils susvisée et à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires, d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital ou des droits de vote, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires soit les informations qui lui auront été notifiées, soit le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

#### *– Identification des détenteurs de titres*

Sauf dispositions contraires du contrat d'émission ou de la loi, les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent la forme nominative ou au porteur au choix de leur titulaire. Ils ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

La Société est autorisée à demander à tout moment au dépositaire central d'instruments financiers les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires. La Société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par la loi l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

La Société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5 % du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote à ses assemblées générales d'actionnaires.

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux.

## **4.6 Autorisations**

### **4.6.1 Assemblée générale mixte de la Société en date du 24 mai 2018**

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par la dixième résolution et la onzième résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018. Le texte des résolutions susvisées est reproduit ci-après :

## **Dixième résolution**

*Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires avec suppression de droit préférentiel de souscription par offre au public dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- après avoir constaté que le capital est entièrement libéré, et
- après avoir rappelé l'intention de la Société de demander l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris,

1. Délègue sa compétence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136 et suivants du Code de commerce, à l'effet de procéder à une augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre au public, par émission soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, d'actions ordinaires nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et selon les modalités définies ci-dessous, étant précisé qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions de préférence,

2. Décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1.080.000,00 euros, le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation ne s'imputera pas sur le Plafond Global I prévu à la 21<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée, ni a aucun autre plafond,

3. Décide que la présente délégation de compétence est conférée au Conseil d'administration pour une durée allant jusqu'à la date de règlement-livraison des actions à émettre lors de l'introduction des actions de la Société sur le marché Euronext ; cette date ne pouvant en tout état de cause pas être postérieure à vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée,

4. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre en vertu de la présente délégation,

5. Décide que le prix d'émission des actions nouvelles devant être émises dans le cadre de la première admission des actions de la Société sur Euronext Paris sera fixé par le Conseil d'administration à l'issue de la période de placement et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « construction d'un livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels,

6. Décide que les actions nouvelles émises au titre des augmentations de capital seront complètement assimilées aux actions ordinaires anciennes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions des assemblées générales, et donneront droit à toutes distributions de dividendes décidées à compter de leur date d'émission,

7. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre, ou non, la présente délégation dans les conditions légales ainsi que dans les limites et conditions ci-dessus précisées, à l'effet notamment de :

- décider la ou les augmentations de capital faisant l'objet de la présente délégation de compétence ;
- en arrêter le montant, le nombre d'actions à émettre, les modalités et conditions et notamment de fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, proroger la clôture des souscriptions ;
- déterminer le prix des actions nouvelles à émettre ainsi que le montant de la prime dont la libération pourra, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission ;
- décider, dans l'hypothèse où les souscriptions n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues sous condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
- imputer les frais, charges et droits de la (ou des) augmentation(s) de capital sur le montant de la (des) prime(s) qui y est(sont) afférente(s) et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- fixer et procéder à tous ajustements, afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société ;
- constater la réalisation définitive de la (des) augmentation(s) de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin de la (des) émission(s) envisagée(s), prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à la (les)émission(s), à l'admission aux négociations des actions émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés,

8. Prend acte que les modalités définitives de l'opération feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce, que le Conseil d'administration établira au moment où il fera usage de la délégation de compétence qui lui est conférée par la présente Assemblée. Les Commissaires aux comptes établira également un rapport complémentaire à cette occasion.

9. La présente délégation de compétence sera privée d'effet, par anticipation, à hauteur de la partie non encore utilisée, ne correspondant pas à une augmentation de capital formellement décidée par le conseil d'administration, le jour où prendra effet la délégation de compétence objet de 16<sup>e</sup> résolution de la présente assemblée.

### **Onzième résolution**

*Autorisation à donner au Conseil d'administration d'augmenter le nombre d'actions ordinaires émises dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. Décide que, pour l'émission d'actions ordinaires par offre au public dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris décidées en application de la 10e résolution, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce dans un délai de 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

2. Décide que le montant nominal total des augmentations susceptibles d'être ainsi réalisées en vertu de la présente délégation ne s'imputera pas sur le Plafond Global I fixé par la présente Assemblée à la 21e résolution.

3. Fixe à 12 mois la durée de validité de la présente autorisation, à compter de la présente Assemblée.

#### **4.6.2 Conseil d'administration en date du 7 juin 2018**

Faisant usage de la délégation de compétence susvisée, le conseil d'administration de la Société réuni le 7 juin 2018 a décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant total, prime d'émission incluse, d'environ 38 millions d'euros.

Les modalités définitives de cette augmentation de capital, et notamment le Prix de l'Offre et le nombre des Actions Nouvelles, seront arrêtées par le conseil d'administration de la Société, lors d'une réunion qui devrait se tenir, selon le calendrier indicatif, le 21 juin 2018.

#### **4.7 Date prévue d'émission et de règlement-livraison des actions**

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Nouvelles est le 25 juin 2018 selon le calendrier indicatif.

#### **4.8 Restrictions à la libre négociabilité des actions**

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société. Une description des engagements pris par la Société et les principaux actionnaires dans le cadre de la présente opération figure à la Section 7.3 « Engagements d'abstention et de conservation des titres » de la Note d'Opération.

#### **4.9 Réglementation française en matière d'offres publiques**

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques, et notamment aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et aux retraits obligatoires.

A ce titre, il est rappelé que, nonobstant les clauses statutaires organisant le rachat des ADP 2017 (et décrites aux paragraphes 21.2.4.3, 21.2.4.4 et 21.2.4.5 du Document de Base, les dispositions d'ordre public relatives au droit des offres publiques seront applicables dès l'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris (en ce compris l'article 234-2 du Règlement général de l'AMF).

##### **4.9.1 Offre publique obligatoire**

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### **4.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire**

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### **4.10 Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours**

Les actions de la Société n'étant pas admises aux négociations sur un marché réglementé à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

#### **4.11 Retenue à la source sur les dividendes**

Les informations contenues dans la Note d'Opération ne constituent qu'un résumé des conséquences fiscales en matière de retenue à la source susceptibles de s'appliquer, en l'état actuel de la législation fiscale française, telle qu'interprétée par l'administration fiscale française, et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, (i) aux actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux de France, qui détiendront des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France et qui recevront des dividendes à raison de ces actions (voir la Section 4.12) et (ii) aux actionnaires personnes physiques qui sont résidents fiscaux de France, qui détiennent des titres dans leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (PEA ou PEA PME-ETI) et ne réalisent pas d'opération de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations et qui recevront des dividendes à raison de ces actions (voir la Section 4.12).

Les règles dont il est fait mention ci-après sont celles en vigueur à la date de la Note d'Opération et sont donc susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les développements qui suivent n'ont pas vocation à décrire les conséquences liées à la souscription, l'acquisition, la détention et la cession d'actions. Les personnes concernées sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, notamment à raison de la souscription, de l'acquisition, de la détention et de la cession des actions de la Société.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

Il est précisé en tant que de besoin que les retenues et prélèvements à la source décrits dans les développements qui suivent ne seront en aucun cas pris en charge par la Société.

#### **4.12 Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France**

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal au sens de l'article 4 B du CGI ou le siège du bénéficiaire est situé hors de France et que la propriété des actions n'est pas rattachable

à une base fixe ou à un établissement stable soumis à l'impôt en France. Sous réserve de ce qui est développé ci-après et sous réserve des dispositions plus favorables des conventions fiscales internationales éventuellement applicables, le taux de cette retenue à la source est fixé par l'article 187 du Code général des impôts (« CGI ») à :

- (i) 12,8 % si le bénéficiaire des dividendes est une personne physique non-résidente fiscale de France ;
- (ii) 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait imposé dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI (lequel vise les organismes génériquement désignés comme « organismes sans but lucratif ») s'il avait son siège en France et qui remplit les critères prévus par le Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325 ; et
- (iii) 30 % dans les autres cas, étant précisé que ce taux de 30% sera aligné sur le taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés de l'article 219-I du CGI pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, et s'appliquera donc aux taux de 28% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, 26,5% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et 25% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, en application de l'article 119 bis 2 du CGI et sous réserve des stipulations des conventions fiscales internationales susceptibles de s'appliquer, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 % s'ils sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« ETNC »), sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel ETNC. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel et est, en principe, mise à jour au moins une fois par an. Les dispositions de l'article 238-0 A s'appliquent aux États ou territoires ajoutés à cette liste à compter du premier jour du troisième mois qui suit la publication de l'arrêté. Un projet de loi publié par le Gouvernement français en date du 28 mars 2018 pourrait, s'il était adopté en l'état actuel, étendre la liste française des ETNC de l'article 238-0 A du CGI pour y inclure la liste des Etats et territoires non-coopératifs à des fins fiscales de l'Union européenne adoptée par le Conseil de l'Union européenne le 5 décembre 2017 (telle que cette liste européenne pourra être mise à jour de temps en temps).

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, pour les actionnaires personnes morales, en vertu notamment

- (i) de l'article 119 ter du CGI applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales bénéficiaires effectifs des dividendes :
  - a. ayant leur siège de direction effective dans un Etat de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscales, et n'être pas considérée, aux termes d'une convention en matière de double imposition conclue avec un Etat tiers, comme ayant sa résidence fiscale hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ;
  - b. revêtant l'une des formes énumérées à la partie A de l'annexe I à la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents ou une forme équivalente lorsque la société a son siège de direction effective dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;



- c. détenant directement, de façon ininterrompue depuis deux ans ou plus et en pleine propriété ou en nue-propriété et qui satisfont par ailleurs les autres conditions prévues par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20160607), au moins 10 % du capital de la société française distributrice, étant toutefois précisé que ce taux de détention est ramené à 5 % du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20160607) qui concerne les sociétés ou autres organismes qui remplissent les conditions auxquelles est subordonnée l'application du régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du CGI, qui ont leur siège de direction effective dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et se trouve privée de toute possibilité d'imputer la retenue à la source prévue à l'article 119 *bis*, 2 du CGI dans leur Etat de résidence ;
- d. étant passibles, dans l'Etat membre de l'Union européenne ou dans l'Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen où elle a son siège de direction effective, de l'impôt sur les sociétés de cet Etat, sans possibilité d'option et sans en être exonérée,

étant précisé que l'article 119 *ter* du CGI ne s'applique pas aux dividendes distribués dans le cadre d'un montage ou d'une série de montages qui, ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de l'article 119 *ter* du CGI, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents ; ou

- (ii) de l'article 119 quinquies du CGI applicable aux actionnaires personnes morales situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales faisant l'objet d'une procédure de liquidation comparable à celle mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce (ou se trouvant dans un état de cessation des paiements et dans une situation où son redressement est manifestement impossible) et remplissant les autres conditions énoncées à l'article 119 quinquies du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80-20160406) ; ou
- (iii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant ; ou
- (iv) de l'article 119 *bis*, 2 du CGI applicable sous certaines conditions décrites par la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20170607) s'agissant des distributions en faveur des organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Les investisseurs concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'application de ces dispositions à leur cas particulier.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux États ou territoires non coopératifs et/ou de pouvoir revendiquer le droit à bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source, ainsi que pour en définir les modalités pratiques d'application, telles que notamment prévues par le Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de

réduction ou d'exonération de la retenue à la source s'agissant des conventions fiscales internationales.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, au titre des dividendes distribués par la Société.

#### **4.13 Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située en France**

##### **4.13.1 Actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France agissant dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (PEA ou PEA PME-ETI)**

- Prélèvement forfaitaire non libératoire

En application de l'article 117 *quater* du CGI, avant d'être imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu, les dividendes versés à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé en dehors d'un plan d'épargne en actions (PEA ou PEA PME-ETI) et ne réalisant pas d'opérations de bourse à titre habituel sont soumis, l'année du versement des dividendes et sous réserve de certaines exceptions, à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 12,8 % calculé sur le montant brut des revenus distribués.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré (l'impôt sur le revenu dû étant déterminé par application du prélèvement forfaitaire unique de 12,8 % ou du barème progressif – voir ci-dessous), tout excédent éventuel étant restitué.

Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est situé en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les quinze (15) premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, (i) soit par le contribuable lui-même, (ii) soit par la personne qui assure le paiement des revenus, lorsqu'elle est établie dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qu'elle a été mandatée à cet effet par le contribuable.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1<sup>o</sup> du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 *quater* du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés. Toutefois, les contribuables qui procéderont après la date limite de dépôt de la demande de dispense susvisée, à l'acquisition d'Actions Nouvelles, pourront, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense du prélèvement auprès de l'établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions en application du paragraphe 320 de l'instruction fiscale BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20160711.

Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1<sup>o</sup> du IV de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux montants mentionnés au paragraphe ci-avant sont assujetties au prélèvement.

En cas de paiement de dividende hors de France dans un ETNC, voir en outre la Section 4.12 « Retenue à la source sur les dividendes versés à des actionnaires dont la résidence fiscale est située

hors de France » de la Note d'Opération sur la retenue à la source de 75 %. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imputation de cette retenue à la source sur leur montant d'impôt sur le revenu.

Les actionnaires qui seraient concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'applicabilité éventuelle des exceptions au prélèvement forfaitaire obligatoire de 12,8 %, ainsi que, le cas échéant, les modalités d'imputation de ce prélèvement sur le montant de leur impôt sur le revenu.

- Imposition définitive à l'impôt sur le revenu

Les dividendes sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire unique de 12,8 %, ou, sur option globale, au barème progressif.

En cas d'option pour le barème progressif, un abattement de 40% est, le cas échéant, applicable.

Le prélèvement forfaitaire non libératoire perçu à la source lors du paiement du dividende imputable sur l'impôt dû. L'excédent éventuel est restitué au contribuable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu qu'ils doivent appliquer (imposition au prélèvement forfaitaire unique ou au barème progressif), ainsi que les modalités d'imputation du prélèvement forfaitaire non libératoire acquitté à la source sur le montant de l'impôt définitif dû.

- Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes reçus par ces personnes physiques donne également lieu à des prélèvements sociaux (CSG, CRDS et autres contributions liées) pour un taux global de 17,2 %. Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement non libératoire de 12,8 % lorsqu'il est applicable. Des règles particulières s'appliquent lorsque le prélèvement forfaitaire non libératoire n'est pas applicable.

Hormis la CSG, déductible à hauteur de 6,8 % du revenu imposable de l'année de son paiement en cas d'imposition des dividendes au barème progressif de l'impôt sur le revenu (la CSG n'est pas déductible en cas d'application du prélèvement forfaitaire unique), ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités déclaratives et les modalités de paiement des prélèvements sociaux qui leur seront applicables.

#### **4.13.2 Actionnaires personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun) dont la résidence fiscale est située en France**

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 % dans les conditions décrites à la Section 4.12 de la Note d'Opération.

#### **4.13.3 Régime spécial des plans d'épargne en actions (« PEA »)**

- Plan d'épargne en actions

Les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA pour les actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (300.000 euros pour un couple marié ou partenaire d'un Pacs ; chaque personne composant le couple pouvant souscrire un PEA).

Sous certaines conditions tenant, notamment, à l'absence de retrait ou de rachat portant sur les titres inscrits en PEA avant la cinquième année de son fonctionnement, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des dividendes et des plus-values nettes de cession générées par les placements effectués dans le cadre du PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison des dividendes et des plus-values nettes de cession depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces dividendes et ces plus-values restent soumis aux prélèvements sociaux.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération tenant, notamment, à l'absence de retrait ou de rachat du contrat de capitalisation avant la cinquième année du PEA, le gain net réalisé dans le cadre d'un PEA est imposable (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5 % (article 200 A du Code général des impôts), (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19 %, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux (cf. supra).

- Plan d'épargne en actions dit « PME-ETI »

La loi de finances pour 2014 a par ailleurs créé une nouvelle catégorie de PEA dit « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA. Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliards d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple marié ou partenaire d'un Pacs ; chaque personne composant le couple pouvant souscrire un PEA). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun, et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

Les actions de la Société sont éligibles au PEA dit « PME-ETI ».

#### **4.14 Autres actionnaires**

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les personnes physiques dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

## 5 CONDITIONS DE L'OFFRE

### 5.1 Conditions de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités des demandes de souscription

#### 5.1.1 Conditions de l'offre

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles, pouvant être porté à un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 5.826.668 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et pouvant être porté à un nombre maximum (sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix) de 6.700.669 Actions Offertes en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Préalablement à la première cotation des actions de la Société, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
  - un placement en France ; et
  - un placement privé international dans certains pays.

La diffusion des Actions Offertes dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-6 du Règlement général de l'AMF. Un minimum de 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) sera offert dans le cadre de l'OPO. En conséquence, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre, hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation), le solde des Actions Offertes non allouées dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

#### *Calendrier indicatif*

8 juin 2018	Visa de l'AMF sur le Prospectus.
11 juin 2018	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus.  Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'OPO.  Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
20 juin 2018	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet.

21 juin 2018	Clôture du Placement Global à 13 heures (heure de Paris).  Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension.  Signature du Contrat de Garantie et de Placement.  Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre.  Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre.  Début de la période d'exercice de l'Option de Surallocation.  Début de la période de stabilisation éventuelle.
22 juin 2018	Début des négociations des actions sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI Promesses » jusqu'à la date de règlement livraison de l'OPO et du Placement Global).
25 juin 2018	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global.
26 juin 2018	Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI ».
20 juillet 2018	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation.  Fin de la période de stabilisation éventuelle.

### 5.1.2 Montant de l'Offre

#### 5.1.2.1 Montant du produit de l'émission des Actions Nouvelles

Le montant du produit brut de l'émission des Actions Nouvelles sera d'environ 38,0 millions d'euros pouvant être porté à environ 43,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 50,3 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 3,7 millions d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative de Prix).

Sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative de Prix (soit 8,75 euros), le montant du produit net de l'émission des Actions Nouvelles sera d'environ 34,3 millions d'euros pouvant être porté à environ 39,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 45,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

A titre indicatif, en cas de réduction à 75 % du montant de l'émission initialement prévue (soit la souscription d'un minimum de 3.800.001 Actions Nouvelles sur la base inférieure de la Fourchette Indicative de Prix de 7,50 euros), (i) le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles serait d'environ 28,5 millions d'euros et (ii) le produit net de l'émission des Actions Nouvelles serait d'environ 25,3 millions d'euros).

### 5.1.3 Procédure et période de l'Offre

#### 5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

##### ***Durée de l'OPO***

L'OPO débutera le 11 juin 2018 et prendra fin le 20 juin 2018 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir la Section 5.3.2 de la Note d'Opération).

##### ***Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO***

Un minimum de 10 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre (avant exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) sera offert dans le cadre de l'OPO.

Le nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées à la Section 5.1.1 de la Note d'Opération.

##### ***Personnes habilitées, réception et transmission des ordres***

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats partie à l'accord et au protocole de l'Espace Economique Européen (Etats membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **Etats appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des Etats appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des dispositions figurant à la Section 5.2.1 de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué à la Section 5.2.1 de la Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

##### ***Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO***

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 20 juin 2018 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, deux catégories d'ordres sont susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO :

- fraction d'ordre A1 : entre 5 et 250 actions incluses ; et
- fraction d'ordre A2 : au-delà de 250 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un minimum de 5 actions ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres ;
- le regroupement des actions souscrites ou acquises au nom des membres d'un même foyer fiscal (ordres familiaux) sera possible ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre minimal d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les ordres pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies ci-dessous ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les conditions de révocabilité des ordres sont précisées à la Section « Révocation des ordres » ci-dessous et à la Section 5.3.2 de la Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront les ordres reçus à Euronext Paris, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par Euronext Paris.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'était pas diffusé.

### ***Réduction des ordres***

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.



### ***Révocation des ordres***

Les ordres de souscriptions passés par les investisseurs sur internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 20 juin 2018 à 20h00 (heure de Paris)). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par internet peuvent être révoqués autrement que par internet.

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué exclusivement auprès du ou des Garants ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris).

Par ailleurs, les cas de révocabilité liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits à la Section 5.3.2.3 de la Note d'Opération.

### ***Résultat de l'OPO***

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 21 juin 2018, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

L'avis d'Euronext Paris précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

## **5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global**

### ***Durée du Placement Global***

Le Placement Global débutera le 11 juin 2018 et prendra fin le 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir la Section 5.3.2 de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir la Section 5.3.2 de la Note d'Opération).

### ***Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global***

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, et dans certains pays.

### ***Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global***

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

### ***Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global***

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un ou plusieurs des Garants (tel que ce terme est défini ci-après) au plus tard le 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées à la Section 5.3.1 de la Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

### ***Réduction des ordres***

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

### ***Révocation des ordres***

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Garant (tel que ce terme est défini ci-après) ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 21 juin 2018 à 13 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation (voir la Section 5.3.2.4 de la Note d'Opération).

### ***Résultat du Placement Global***

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 21 juin 2018, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

#### **5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre**

L'Offre sera réalisée sous réserve que le Contrat de Garantie et de Placement visé à la Section 5.4.3 de la Note d'Opération soit signé et ne soit pas résilié au plus tard à la date de règlement-livraison et que le certificat du dépositaire des fonds relatif à l'émission des Actions Nouvelles soit émis.

En conséquence, en cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, les ordres de souscription et l'Offre seraient rétroactivement annulés. En cas de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, toutes les négociations des actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées. Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés dans ce cadre, seraient annulés de façon rétroactive ; et
- l'ensemble des négociations sur les actions intervenues jusqu'à (et y compris) la date du règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts en résultant.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, ni les Actions Existantes, ni les Actions Nouvelles ne seront admises aux négociations sur Euronext Paris.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement, ou de non-émission du certificat du dépositaire des fonds, la Société diffusera un communiqué de presse et informera Euronext Paris qui publiera un avis.

Dans l'hypothèse où la demande se révélerait insuffisante et où il serait décidé de réduire la taille de l'Offre, l'émission initialement envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues pour autant que celles-ci atteignent au moins 75 % du montant de l'émission initialement envisagée.

Dans l'hypothèse où le nombre total des ordres reçus ne porterait pas sur un minimum de 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, soit la souscription d'un nombre minimum de 3.800.001 Actions Nouvelles, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

#### **5.1.5 Réduction des ordres**

Voir la Section 5.1.3 de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

#### **5.1.6 Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre**

Voir la Section 5.1.3 de la Note d'Opération pour le détail des nombres minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

#### **5.1.7 Révocation des ordres de souscription**

Voir respectivement les Sections 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la Note d'Opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.

### 5.1.8 **Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Nouvelles**

Le prix des Actions Nouvelles souscrites dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 25 juin 2018.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext Paris soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 21 juin 2018 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 25 juin 2018.

Le règlement des fonds à la Société relatif à la cession des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Surallocation est prévu au plus tard le deuxième jour suivant la date limite d'exercice de l'Option de Surallocation, soit le 20 juillet 2018.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de BNP Paribas Securities Services, qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

### 5.1.9 **Publication des résultats de l'Offre**

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 21 juin 2018, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse – voir paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre

### 5.1.10 **Droit préférentiel de souscription**

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

## 5.2 **Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières**

### 5.2.1 **Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'Offre**

#### 5.2.1.1 **Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte**

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques ; et
- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
  - un placement en France ; et
  - un placement privé international dans certains pays.

Conformément aux exigences en matière de gouvernance des produits prévues par : (a) la Directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée (« **MiFID II** ») ; (b) les articles 9 et 10 de la directive déléguée (UE) 2017/593 complétant la directive MiFID II ; et (c) les mesures de transposition locales (ensemble, les « **Exigences en matière de gouvernance des produits** »), et déclinant toute responsabilité, découlant de délit, contrat ou autre, que tout « producteur » (au sens des Exigences de gouvernance en matière de produits) pourrait avoir à cet égard, les Actions Offertes ont été soumises à un processus d'approbation à l'issue duquel les Actions Offertes ont été déterminées comme : (i) compatibles avec un marché cible final d'investisseurs de détail et d'investisseurs remplissant les critères des clients professionnels et des contreparties éligibles, tels que définis dans la directive MiFID II ; et (ii) éligibles à la distribution par tous les canaux de distribution, tel qu'autorisé par la directive MiFID II (l'« **Evaluation du marché cible** »). Nonobstant

L'Evaluation du marché cible, les distributeurs doivent noter que : le prix des Actions Offertes pourrait baisser et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement ; les Actions Offertes n'offrent aucun revenu garanti ni aucune garantie en capital ; un investissement dans les Actions Offertes n'est par ailleurs adapté que pour des investisseurs qui n'ont pas besoin d'un revenu garanti ou d'une garantie en capital, qui (seuls ou avec l'aide d'un conseiller financier ou autre) sont capables d'évaluer les avantages et les risques d'un tel investissement et qui disposent de ressources suffisantes pour supporter les pertes qui pourraient en résulter.

L'Evaluation du marché cible est sans préjudice des exigences de restrictions de vente contractuelles, légales ou réglementaires applicables à l'Offre, figurant notamment à la Section 5.2.1.2 ci-dessous.

A toutes fins utiles, l'Evaluation du marché cible ne constitue pas : (a) une évaluation pour un client donné de la pertinence ou de l'adéquation aux fins de la directive MiFID II ; ou (b) une recommandation à tout investisseur ou groupe d'investisseurs d'investir, d'acheter ou de prendre toute autre mesure à l'égard des Actions Offertes.

Chaque distributeur est responsable de réaliser sa propre évaluation du marché cible applicable aux Actions Offertes et de déterminer les canaux de distribution appropriés.

#### 5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la Note d'Opération, du Prospectus, de son résumé ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ou l'offre ou la vente des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document de Base, la Note d'Opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations du présent paragraphe.

La Note d'Opération, le Document de Base, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La Note d'Opération, le Document de Base, le Prospectus et son résumé n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de France.

Les Garants n'offriront les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où ils feront cette offre de vente.

#### ***Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France) dans lesquels la Directive Prospectus a été transposée***

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « **Etats Membres** ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un des Etats Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans les Etats membres uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis par la Directive Prospectus ;

- à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus) par Etat Membre ; ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « offre au public des actions » dans un Etat membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'Etat Membre considéré, l'expression « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'Etat Membre (telle que modifiée).

Ces restrictions de vente concernant les Etats membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les Etats membres ayant transposé la Directive Prospectus.

#### ***Restrictions concernant les Etats-Unis***

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en application du Securities Act, ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un Etat ou d'une autre juridiction aux Etats-Unis. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes, vendues, nanties, livrées ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux Etats-Unis qu'à travers un régime d'exonération prévu par ledit Securities Act et dans le respect de la réglementation applicable dans les différents Etats. Le Document de Base, la Note d'Opération, le résumé du Prospectus et tout autre document établis dans le cadre de la présente opération ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique.

#### ***Restrictions concernant le Royaume-Uni***

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)* (le « **FSMA** ») *Order* 2005, tel que modifié (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord d'achat des actions de la Société ne pourront être proposé ou conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

#### ***Restrictions concernant le Japon et l'Australie***

Les Actions Offertes ne pourront être offertes ou vendues au Japon et en Australie.

### **5.2.2 Intentions d'achat des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5 %**

Alain Wilmouth s'est engagé à placer (directement ou via Holding Alain Wilmouth) un ordre de souscription en numéraire au Prix de l'Offre pour un montant total d'un million d'euros, soit 2,63 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation). Il

est entendu que cet ordre de souscription n'a pas vocation à être servi en priorité et intégralement, étant précisé qu'il pourrait notamment être réduit en cas d'atteinte du seuil de 100 % de l'Offre.

#### 5.2.3 **Information pré-allocation**

Ces informations figurent aux Sections 5.1.1 et 5.1.3 de la Note d'Opération.

#### 5.2.4 **Notification aux souscripteurs**

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par les Garants (tel que ce terme est défini à la Section 5.4.3 de la Note d'Opération).

#### 5.2.5 **Clause d'Extension**

En fonction de l'importance de la demande, la Société pourra, en accord avec les Garants, augmenter le nombre initial d'Actions Nouvelles de 15 %, pouvant ainsi être porté à un nombre maximum de 5.826.668 Actions Nouvelles (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 21 juin 2018 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext Paris annonçant le résultat de l'Offre.

#### 5.2.6 **Option de Surallocation**

Pour les besoins des opérations de stabilisation (voir la section 6.5 de la présente note d'opération), Natixis (l'« **Agent Stabilisateur** ») se verra prêter un certain nombre d'actions par la Holding Alain Wilmouth. Les actions achetées, le cas échéant, sur le marché par l'Agent Stabilisateur dans le cadre des opérations de stabilisation permettront à l'Agent Stabilisateur de restituer à la Holding Alain Wilmouth tout ou partie des actions existantes prêtées. Si l'Agent Stabilisateur n'a pas acquis un nombre suffisant d'actions pour rembourser le prêt de titres ainsi concédé par la Holding Alain Wilmouth, il procédera à l'exercice partiel ou intégral de l'option de surallocation décrite ci-après à hauteur du solde d'actions restant à restituer.

Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, la Société consentira aux Garants une option de surallocation permettant l'achat et la souscription, selon le cas, au Prix de l'Offre (tel que défini ci-dessous), d'un nombre maximum de 874.001 Actions Nouvelles Supplémentaires permettant ainsi de faciliter les opérations de surallocation (l'« **Option de Surallocation** »).

L'Option de Surallocation sera exerçable par les Garants du 21 juin 2018 au 20 juillet 2018.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, cette information sera portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société.

### 5.3 **Fixation du prix des Actions Offertes**

#### 5.3.1 **Méthode de fixation du prix des Actions Offertes**

##### 5.3.1.1 **Prix des actions offertes**

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 21 juin 2018 par le Conseil d'administration de la Société, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué à la Section 5.3.2 de la Note d'Opération.

Le Prix de l'Offre fixé par le Conseil d'administration de la Société résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs

selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

#### 5.3.1.2 Fourchette indicative du Prix de l'Offre

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative de prix comprise entre 7,50 euros et 10,00 euros par action (la « **Fourchette Indicative de Prix** »), fourchette arrêtée par le Conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 7 juin 2018 au vu des conditions de marché prévalant à la date de sa décision, et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre. **CETTE INFORMATION EST DONNEE A TITRE PUREMENT INDICATIF ET NE PREJUGE EN AUCUN CAS DU PRIX DE L'OFFRE QUI POURRA ETRE FIXE EN DEHORS DE CETTE FOURCHETTE.**

En cas de fixation du prix en dehors de la fourchette de prix, les investisseurs sont invités à se référer à la Section 5.3.2 de la Note d'Opération.

### 5.3.2 Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre

#### 5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 21 juin 2018, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes (voir la Section 5.3.2.4 de la Note d'Opération). Dans ce cas, la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre fera l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la Fourchette Indicative de Prix ou de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la Fourchette Indicative de Prix ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre figurant au paragraphe 5.3.2.3).

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext Paris et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

#### 5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext Paris le 21 juin 2018 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3 Modification de la fourchette indicative de prix et fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative de prix

***Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO***

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix (le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext Paris susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux (2) jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : tous les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse dont les conditions de révocabilité sont décrites à la Section 5.1.3.1 de la Note d'Opération.

***Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO***

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix ou la Fourchette Indicative de Prix pourrait être modifiée librement à la baisse (sans pour autant pouvoir conduire à une augmentation du nombre d'actions émises au-delà des maximums figurant à la section 5.1.1 de Note d'Opération). Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues à la Section 5.3.2.2 de la Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix ou si la modification à la baisse de la Fourchette Indicative de Prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis d'Euronext Paris visés à la Section 5.3.2.2 de la Note d'Opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 21 juin 2018, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix ou si la modification à la baisse de la Fourchette Indicative de Prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre notamment en ce qu'elle conduiraient à ce que l'Offre ne serait souscrite qu'à hauteur de 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, les stipulations de la Section 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

Sous réserve de ne pas conduire à un montant de souscription inférieur à 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.



#### 5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois (3) jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ;
- si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext Paris susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

#### 5.3.2.5 Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir la Section 5.3.2.3 de la Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

#### 5.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Offertes dans le cadre de l'OPO et du Placement Global sont composées pour partie d'Actions Nouvelles et pour partie d'Actions Nouvelles Supplémentaires.

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu de la 10<sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir la Section 4.6 de la Note d'Opération).

Les Actions Nouvelles Supplémentaires sont émises en vertu de la 11<sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 autorisant d'augmenter de 15% la taille de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public autorisée par la 10<sup>e</sup> résolution (voir la Section 4.6 de la Note d'Opération).

#### 5.3.4 Disparité de prix

Aucune opération n'a affecté le capital au cours des douze derniers mois, à l'exception de l'émission des ADP 2017.

La Société a procédé, le 24 avril 2017, à l'émission de 3.500.000 bons donnant droit à la souscription de 3.500.000 actions de préférence ADP 2017 (après réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société décidée par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018).

Le 23 mai 2017, la société Audacia ISF Croissance a souscrit 159.090 bons sur les 3.500.000 et les a exercés, le même jour, et a, ainsi, souscrit à 159.090 actions de préférence ADP 2017. Le 15 juin 2017, la société Audacia PME ISF 2017 a souscrit à 190.910 bons et les a exercés, le même jour, et a, ainsi, souscrit à 190.910 actions nouvelles ADP 2017.

Les actions de préférence ADP 2017 ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris, Holding Alain Wilmouth (en son nom et au nom de toute personne se substituant à lui) bénéficie d'une option de rachat des ADP 2017 en 2023. Le prix de rachat des ADP 2017 est égal à 110 % du nominal des ADP 2017 (110 % x 10 euros) augmenté ; le cas échéant, du dividende cumulé.

En cas d'exercice de ladite option, Holding Alain Wilmouth (en son nom et au nom de toute personne se substituant à lui) s'est engagée à : (i) convertir l'intégralité des 3.500.000 ADP 2017 en actions ordinaires de la Société à un taux de conversion d'une ADP 2017 pour une action ordinaire. L'admission aux négociations des 3.500.000 actions ordinaires en résultant sera alors demandée ; et (ii) communiquer son intention quant à l'évolution de sa participation dans la Société et à ne pas peser sur le marché du titre en cas de projet de cession.

## **5.4 Placement et Garantie**

### **5.4.1 Coordonnées des Garants**

Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé :

Natixis

Chef de File et Teneur de Livre Associé :

Portzamparc Groupe BNP Paribas

### **5.4.2 Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier**

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs purs et administrés) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par BNP Paribas Securities Services (3, rue d'Antin - 75002 Paris). L'établissement dépositaire des fonds de l'émission des Actions Offertes est BNP Paribas Securities Services.

### **5.4.3 Garantie**

L'Offre fera l'objet d'un contrat de garantie et de placement par un groupe d'établissements financiers composé de Natixis en qualité de coordinateur global, chef de file et teneur de livre associé (le « **Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé** ») et de Portzamparc Groupe BNP Paribas en qualité de chef de file et teneur de livre associé (le « **Chef de File et Teneur de Livre Associé** »), et, ensemble avec le Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé, les « **Garants** ») portant sur l'intégralité des Actions Offertes (le « **Contrat de Garantie et de Placement** »).

Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Les Garants, agissant non solidairement entre eux, s'engageront chacun à concurrence d'un nombre maximal d'Actions Nouvelles, à faire acquérir et payer, souscrire et libérer, ou le cas échéant à acquérir et payer, souscrire et libérer eux-mêmes, les Actions Nouvelles au Prix de l'Offre à la date de règlement-livraison.

La signature du Contrat de Garantie et de Placement interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre, prévue, selon le calendrier indicatif, le 21 juin 2018.

Le Contrat de Garantie et de Placement pourra être résilié par le Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé, agissant au nom et pour le compte des Garants, à tout moment jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, dans certaines circonstances, notamment en cas de survenance d'événements majeurs (tels que notamment événement d'ordre politique, financier, économique, bancaire ou monétaire, acte de guerre ou de terrorisme, action ou conflit militaire) ayant ou étant susceptible d'avoir un effet susceptible de compromettre l'Offre.

Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie et de Placement ne serait pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient annulées. Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie et de Placement serait résilié conformément à ses termes, l'opération d'introduction en bourse de la Société et l'Offre seraient rétroactivement annulées, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis à la date de règlement-livraison de l'Offre et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations seraient rétroactivement annulées qu'elles portent sur les Actions Existantes ou les Actions Nouvelles, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation. Plus précisément :

- l'OPO et le Placement Global ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés à ce titre, seraient annulés de façon rétroactive ;
- l'ensemble des négociations portant sur les actions de la Société intervenues jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison seraient annulées de façon rétroactive et devraient être dénouées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultants, le cas échéant, de telles annulations ; et
- ni les Actions Existantes, ni les Actions Nouvelles ne seraient admises aux négociations sur Euronext Paris.

En cas de non-signature ou de résiliation du Contrat de Garantie et de Placement, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

#### **5.4.4 Engagement de conservation**

Ces informations figurent à la Section 7.3 de la Note d'Opération.

#### **5.4.5 Date de signature du Contrat de Garantie et de Placement et de règlement-livraison des Actions Offertes**

Selon le calendrier indicatif, la signature du Contrat de Garantie et de Placement interviendra le jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit le 21 juin 2018 et le règlement-livraison des Actions Offertes le 25 juin 2018.

## **6 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION**

### **6.1 Admission aux négociations**

L'admission des Actions est demandée sur le Compartiment C d'Euronext Paris.

Les conditions de négociation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles seront fixées dans un avis d'Euronext Paris qui sera diffusé au plus tard le premier jour de négociation des actions, soit le 21 juin 2018 selon le calendrier indicatif.

La première cotation des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 21 juin 2018, selon le calendrier indicatif.

À compter du 22 juin 2018 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 25 juin 2018, selon le calendrier indicatif, les Actions Existantes, et les Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L. 228-10 du Code de commerce) seront négociées sur une ligne de cotation unique intitulée « 2CRSI Promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.

A compter du 26 juin 2018, les actions ordinaires de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « 2CRSI ».

L'admission aux négociations des Actions Nouvelles Supplémentaires, en cas d'exercice de l'Option de Surallocation, interviendra dans un délai de deux jours de bourse après l'exercice de l'Option de Surallocation, soit au plus tard le 24 juillet 2018.

Les ADP 2017 n'ont pas fait et ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations.

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

### **6.2 Place de cotation**

A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché, réglementé ou non.

### **6.3 Offre concomitante d'actions**

Néant.

### **6.4 Contrat de liquidité**

Il est prévu qu'un contrat de liquidité relatif aux actions de la Société soit conclu entre Portzamparc Groupe BNP Paribas et la Société.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société réunie le 24 mai 2018, aux termes de sa 8<sup>ème</sup> résolution, a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée et sous condition suspensive du règlement-livraison de l'émission des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur Euronext Paris, le conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et conformément au Règlement général de l'AMF.

La Société informera le marché des moyens affectés audit contrat par communiqué de presse ; en tout état de cause, ce contrat de liquidité ne serait être mis en œuvre qu'à l'issue de la période de stabilisation.

### **6.5 Stabilisation - Interventions sur le marché**

Aux termes du Contrat de Garantie et de Placement mentionné à la Section 5.4.3 de la Note d'Opération, l'Agent Stabilisateur, agissant au nom et pour le compte des Garants, pourra (mais ne

sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement UE n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché et de son règlement délégué UE n° 2016/1052 du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de trente (30) jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, du 21 juin 2018 jusqu'au 20 juillet 2018 (inclus).

Si l'option de surallocation est exercée en tout ou partie, un communiqué de presse sera publié par la Société.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Durant la période de stabilisation, l'Agent Stabilisateur assurera la publication adéquate du détail de toutes les opérations de stabilisation au plus tard à la fin le septième jour de bourse suivant la date d'exécution de ces opérations.

Les Garants pourront effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 8(b) du Règlement Délégué.

Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

## **7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAILANT LES VENDRE**

### **7.1 Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société**

Néant.

### **7.2 Nombre et catégorie des valeurs mobilières offertes par les détenteurs de valeurs mobilières souhaitant les vendre**

Néant.

### **7.3 Engagements d'abstention et de conservation des titres**

#### **7.3.1 Engagement d'abstention pris par la Société**

Dans le cadre du Contrat de Garantie et de Placement visé à la Section 5.4.3 de la Note d'Opération, la Société s'engagera envers les Garants notamment à ne pas, pendant une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sans l'accord préalable des Garants : (A) émettre, offrir, vendre, nantir, ou transférer, directement ou indirectement, des Actions ou des titres de capital de la Société ou valeurs mobilières donnant accès à des Actions ou à des titres de capital de la Société, (B) (i) offrir, vendre, nantir des options d'achat ou des contrats d'achat à terme, (ii) acheter ou exercer des options de vente ou des contrats de vente à terme, (iii) vendre ou accorder toute option ou autre droit d'acheter, portant, pour chacun des cas (i), (ii) et (iii) ci-dessus, sur des Actions ou des titres de capital de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès à des Actions ou à des titres de capital de la Société, (C) mettre en place des produits dérivés ou conclure tout autre contrat ou transaction ayant les mêmes effets que les opérations envisagées aux (A) et (B) ci-dessus, ou (D) annoncer publiquement son intention de procéder aux opérations visées aux (A), (B) ou (C) ci-dessus. Cet engagement est consenti sous réserve des exceptions suivantes :

- (i) l'émission des Actions Offertes dans le cadre de l'Offre ;
- (ii) les Actions vendues, offertes ou transférées dans le cadre des opérations de stabilisation ;
- (iii) les Actions susceptibles d'être émises, offertes ou vendues aux salariés du Groupe dans le cadre de programmes d'options de souscription d'actions, ou tout plan d'attribution gratuite d'actions ;
- (iv) tout programme de rachat d'Actions ; ou
- (v) toute émission, cession ou transfert d'Actions, de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès à des Actions ou à des titres de capital de la Société en rémunération de l'acquisition par la Société d'actions ou d'actifs auprès d'un tiers, sous réserve que le montant de la ou des augmentation(s) du capital de la Société en résultant n'excède pas 10 % du capital social de la Société à la Date du Règlement-Livraison de l'Offre et sous réserve que le tiers recevant ainsi des actions de la Société s'engage à être lié par un engagement de conservation identique au présent engagement pour la durée restant à courir de ce dernier.

#### **7.3.2 Engagement de conservation des titres par les actionnaires fondateurs**

Chacun des actionnaires fondateurs (à savoir Messieurs Alain et Michel Wilmouth) s'engagera, pour les actions qu'il détient à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, envers les Garants notamment à ne pas, pendant une période expirant 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre (la « **Période de Conservation** »), sans l'accord préalable des Garants : (A) offrir, vendre, nantir, ou transférer, directement ou indirectement, des actions ou des titres de capital de la Société ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ou à des titres de capital de la Société, (B) (i) offrir, vendre, nantir des options d'achat ou des contrats d'achat à terme, (ii) acheter ou exercer des options de vente ou des contrats de vente à terme, (iii) vendre ou accorder toute option ou autre droit d'acheter, portant, pour chacun des cas (i), (ii) et (iii) ci-dessus, sur des actions ou des titres de capital

de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ou à des titres de capital de la Société, (C) mettre en place des produits dérivés ou conclure tout autre contrat ou transaction ayant les mêmes effets que les opérations envisagées aux (A) et (B) ci-dessus, ou (D) annoncer publiquement son intention de procéder aux opérations visées aux (A), (B) ou (C) ci-dessus. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes :

- (i) les nantissements de compte titres financiers ouverts dans les livres de la Société ou les nantissements de compte titre PEA sur lequel sont inscrits les actions ordinaires de la Société, sous réserve que le bénéficiaire du nantissement s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation ;
- (ii) le transfert d'actions ordinaires de la Société par voie de succession en cas de décès ;
- (iii) le transfert d'actions ordinaires de la Société à la suite du départ ou de la mise à la retraite ou à la suite d'une invalidité permanente de deuxième ou troisième catégorie au sens de l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- (iv) la donation d'actions ordinaires de la Société au profit de descendants en ligne directe ou d'époux, sous réserve du respect par le bénéficiaire des restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation ;
- (v) la cession d'actions ordinaires de la Société dans le cadre d'une fusion, scission, apport ou de toute autre opération similaire par la Société, sous réserve que le bénéficiaire s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation ;
- (vi) les actions ordinaires de la Société cédées dans le cadre d'une offre publique d'achat, d'échange, alternative ou mixte ;
- (vii) toute cession d'actions ordinaires à une entité contrôlée (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce), sous réserve que le cessionnaire s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation.

### **7.3.3 Engagement de conservation des titres par la Holding Alain Wilmouth**

La Holding Alain Wilmouth s'engagera, pour les actions qu'elle détient à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, envers les Garants notamment à ne pas, pendant la Période de Conservation, sans l'accord préalable des Garants : (A) émettre, offrir, vendre, nantir, ou transférer, directement ou indirectement, des actions ou des titres de capital de la Société ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ou à des titres de capital de la Société, (B) (i) offrir, vendre, nantir des options d'achat ou des contrats d'achat à terme, (ii) acheter ou exercer des options de vente ou des contrats de vente à terme, (iii) vendre ou accorder toute option ou autre droit d'acheter, portant, pour chacun des cas (i), (ii) et (iii) ci-dessus, sur des actions ou des titres de capital de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ou à des titres de capital de la Société, (C) mettre en place des produits dérivés ou conclure tout autre contrat ou transaction ayant les mêmes effets que les opérations envisagées aux (A) et (B) ci-dessus, ou (D) annoncer publiquement son intention de procéder aux opérations visées aux (A), (B) ou (C) ci-dessus. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes :

- (i) les nantissements de compte titres financiers ouverts dans les livres de la Société, sous réserve que le bénéficiaire du nantissement s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation ;
- (ii) la cession d'actions ordinaires de la Société dans le cadre d'une fusion, scission, apport ou de toute autre opération similaire par la Société, sous réserve que le bénéficiaire s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation ;

- (iii) le prêt d'actions au Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé (agissant au nom et pour le compte des Garants) dans le cadre de l'Option de Surallocation ;
- (iv) les actions ordinaires de la Société cédées dans le cadre d'une offre publique d'achat, d'échange, alternative ou mixte ;
- (v) toute cession d'actions ordinaires à une entité contrôlée (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce), sous réserve que le cessionnaire s'engage à respecter les restrictions prévues au présent paragraphe jusqu'à expiration de la Période de Conservation.



## **8 DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE**

### **8.1 Produits et charges relatifs à l'Offre des Actions Offertes**

A titre indicatif :

- le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles sera d'environ 38 millions d'euros pouvant être porté à environ 43,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 50,3 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ; et
- le produit net de l'émission des Actions Nouvelles sera d'environ 34,3 millions d'euros pouvant être porté à environ 39,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 45,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base du prix médian de la Fourchette Indicative de Prix (soit 8,75 euros)).

Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires financiers et les autres frais liés à l'Offre à la charge de la Société sont estimée à environ 3,7 millions d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) et à un maximum d'environ 4,4 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

En cas de réduction de l'Offre à 75 % du montant de l'émission initialement envisagée, le produit brut de l'émission sera d'environ 28,5 millions d'euros et le produit net de l'émission sera d'environ 25,3 millions d'euros.

## 9 DILUTION

### 9.1 Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres de la Société

Sur la base des capitaux propres consolidés de la Société au 31 décembre 2017, les capitaux propres consolidés par action, avant et après la réalisation de l'Offre s'établiraient comme suit, (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers), en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal d'actions sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix :

<i>(en euros par action)</i>	Quote-part des capitaux propres consolidés par action au 31 décembre 2017	
	Base non diluée <sup>(1)</sup>	Base diluée <sup>(2)</sup>
Avant émission des Actions Nouvelles	0,16	0,11
Après émission d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	2,63	3,63
Après émission d'un nombre maximum de 5.826.668 Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Surallocation)	2,87	3,78
Après émission d'un nombre maximum de 6.700.669 Actions Offertes (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	3,11	3,93
En cas de limitation de l'émission à 75 % de l'augmentation de capital initialement prévue	2,17	3,35

<sup>(1)</sup> Conformément à la note 5.11.4 de l'annexe aux comptes consolidés pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, les ADP ont été comptabilisées en dettes et n'entrent donc pas dans les capitaux propres.

<sup>(2)</sup> En tenant compte de la conversion des 3.500.000 ADP 2017, en prenant comme hypothèse la conversion de chaque ADP 2017 en une action ordinaire et sur la base d'un prix d'émission de ces actions ordinaires égal à la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix.

### 9.2 Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait 1 % du capital social de la Société et ne souscrirait pas à l'Offre serait la suivante (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus), en prenant pour hypothèse une émission d'un nombre maximal d'actions sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix :

<i>(en % du capital et des droits de vote)</i>	Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée <sup>(1)</sup>	Base diluée <sup>(2)</sup>
Avant émission des Actions Nouvelles	1,00	0,71
Après émission d'un nombre maximum de 5.066.667 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	0,63	0,50
Après émission d'un nombre maximum de 5.826.668 Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Surallocation)	0,59	0,48
Après émission d'un nombre maximum de 6.700.669 Actions Offertes (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	0,56	0,45

	Participation de l'actionnaire	
En cas de limitation de l'émission à 75 % de l'augmentation de capital initialement prévue	0,69	0,54

<sup>(1)</sup> Conformément à la note 5.11.4 de l'annexe aux comptes consolidés pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, les ADP ont été comptabilisées en dettes et n'entrent donc pas dans les capitaux propres.

<sup>(2)</sup> En tenant compte de la conversion des 3.500.000 ADP 2017, en prenant comme hypothèse la conversion de chaque ADP 2017 en une action ordinaire et sur la base d'un prix d'émission de ces actions ordinaires égal à la borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix.

### 9.3 Répartition du capital et des droits de vote

A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, le capital s'élève à 1.080.000,00 euros, divisé en 12.000.000 actions de 0,09 euro de valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées par les actionnaires et réparties de la façon suivante :

- 8.500.000 actions ordinaires ; et
- 3.500.000 actions de préférence dites « ADP 2017 » de 0,09 euro de valeur nominale.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 24 mai 2018 a décidé de la réduction de la valeur nominale des actions ordinaires et des ADP 2017 de la Société donnant droit à chacun des actionnaires à 10 actions d'une valeur nominale de 0,09 euro contre une action d'une valeur nominale de 0,90 euro. Cette opération a un effet neutre sur le capital social de la Société qui reste inchangé.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'actionnariat de la Société à la date du Prospectus :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Catégorie d'actions	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)</sup>	6.833.320	56,94 % <sup>(2)</sup>	actions ordinaires	6.833.320	56,94 %
Amundi PME ISF 2017 (géré par Audacia)	1.909.100	15,91 %	actions de préférence ADP 2017	1.909.100	15,91 %
Audacia ISF Croissance (géré par Audacia)	1.590.900	13,26 %	actions de préférence ADP 2017	1.590.900	13,26 %
Michel Wilmouth	850.000	7,08 %	actions ordinaires	850.000	7,08 %
Alain Wilmouth	816.670	6,81 %	actions ordinaires	816.670	6,81 %
Audacia	10 <sup>(3)</sup>	0,0001 %	actions ordinaires	10	0,0001 %

<sup>(1)</sup> Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

<sup>(2)</sup> Ne tient pas compte de l'option de rachat sur les ADP 2017 dont dispose la Holding Alain Wilmouth à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 mars 2023. Les tableaux de répartition du capital post Offre figurant au E.6 présentent cette répartition en assimilant ces ADP 2017 aux actions ordinaires détenues par la Holding Alain Wilmouth conformément dispositions du 4<sup>e</sup> du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce.

<sup>(3)</sup> Dix (10) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'action conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition de l'actionnariat de la Société tel qu'il ressortirait à l'issue de l'Offre, hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne inférieure ou supérieure de la Fourchette Indicative de Prix) :

Borne inférieure de la Fourchette Indicative de Prix				
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	60,55 %	17.166.640	67,14 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	950.004	5,57 %	1.766.674	6,91 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.283.324</b>	<b>66,11 %</b>	<b>18.933.314</b>	<b>74,05 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	4,98 %	1.700.000	6,65 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.133.324</b>	<b>71,09 %</b>	<b>20.633.314</b>	<b>80,70 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	4.933.333	28,91 %	4.933.333	19,30 %
<b>Total</b>	<b>17.066.667</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25.566.657</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

(2) Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.

(3) Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

(4) 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

Borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix				
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	65,40 %	17.166.640	70,64 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	916.670	5,80 %	1.733.340	7,13 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.249.990</b>	<b>71,20 %</b>	<b>18.899.980</b>	<b>77,78 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	5,38 %	1.700.000	7,00 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.099.990</b>	<b>76,58 %</b>	<b>20.599.980</b>	<b>84,77 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	3.700.000	23,42 %	3.700.000	15,23 %
<b>Total</b>	<b>15.800.000</b>	<b>100,00 %</b>	<b>24.299.990</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

(2) Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 mars 2023.

(3) Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

(4) 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition de l'actionnariat de la Société tel qu'il ressortirait à l'issue de l'Offre, après exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base de la borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix) :

Borne supérieure de la Fourchette Indicative de Prix				
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	60,69 %	17.166.640	67,25 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	916.670	5,38 %	1.733.340	6,79 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.249.990</b>	<b>66,08 %</b>	<b>18.899.980</b>	<b>74,04 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	4,99 %	1.700.000	6,66 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.099.990</b>	<b>71,07 %</b>	<b>20.599.980</b>	<b>80,70 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	4.925.500	28,93 %	4.925.500	19,30 %
<b>Total</b>	<b>17.025.500</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25.525.490</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

(2) Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1er janvier 2023 au 31 mars 2023.

(3) Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

(4) 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

En cas de limitation de l'Offre à 75 % du montant de l'émission initialement envisagée (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base de la borne inférieure ou supérieure de la Fourchette Indicative de Prix) :

Offre souscrite à 75 %				
Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Holding Alain Wilmouth <sup>(1)(2)</sup>	10.333.320	65,40 %	17.166.640	70,64 %
Alain Wilmouth <sup>(3)</sup>	950.004	6,01 %	1.766.674	7,27 %
<b>Total Alain Wilmouth</b>	<b>11.283.324</b>	<b>71,41 %</b>	<b>18.933.314</b>	<b>77,91 %</b>
Michel Wilmouth	850.000	5,38 %	1.700.000	7,00 %
<b>Total groupe familial Wilmouth</b>	<b>12.133.324</b>	<b>76,79 %</b>	<b>20.633.314</b>	<b>84,91 %</b>
Audacia	10 <sup>(4)</sup>	0,00 %	10	0,00 %
Public	3.666.667	23,21 %	3.666.667	15,09 %
<b>Total</b>	<b>15.800.001</b>	<b>100,00 %</b>	<b>24.299.991</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Société détenue directement à 100 % par Alain Wilmouth.

(2) Dont 3.500.000 ADP 2017 gérées par Audacia et assimilées aux actions ordinaires détenues par Holding Alain Wilmouth en application des dispositions du 4° du I de l'article L. 233-9 du Code de commerce du fait de l'option d'achat dont bénéficie la Holding Alain Wilmouth et qui exerçable à sa seule initiative pendant la période courant du 1er janvier 2023 au 31 mars 2023.

(3) Hypothèse d'une souscription en son nom propre par Alain Wilmouth d'un montant d'un (1) million d'euros à l'introduction en bourse.

(4) 10 (dix) actions détenues par Audacia en qualité de représentant des porteurs des actions de préférence ADP 2017 faisant l'objet d'un prêt d'actions conclu avec Holding Alain Wilmouth. Une fois son rôle de représentant des porteurs terminé, Audacia devra restituer les titres prêtés à première demande.

## **10      INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **10.1    Conseillers ayant un lien avec l'offre**

Non applicable.

### **10.2    Autres informations vérifiées par les commissaires aux comptes**

Non applicable.

### **10.3    Rapport d'expert**

Non applicable.

### **10.4    Informations contenues dans le prospectus provenant d'une tierce partie**

Non applicable.

**11 MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE**

Non applicable.